



Secteur public

Ouverture de plus de 13 000 nouveaux postes d'emploi

Le directeur général du budget au ministère des Finances, Farid Bekka, a annoncé hier, l'ouverture de 13 500 nouveaux postes d'emploi dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Page 3

Cinémathèque d'Oran

Le patrimoine filmique national à l'honneur

Page 15



Par Saâd Tafra

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, est revenu, lors de son intervention devant les patrons à l'occasion de l'université tenue par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) la semaine dernière, sur la nécessité d'accorder la priorité à l'entreprise algérienne dans la réalisation des commandes publiques, qu'elles relèvent de travaux à réaliser, d'études à mener ou de

De nombreux terroristes éliminés ou capturés

Les maquis de Jijel nettoyés par l'Armée

L'Armée nationale populaire (ANP) a passé au peigne fin ces derniers jours les massifs montagneux et forestiers de la wilaya de Jijel pour la débarrasser des groupuscules terroristes qui y vivent encore.

Page 3



Plan national anti-cancer

«Ambitieux» selon l'OMS

Page 2



Accès aux marchés publics

Valoriser la place de l'entreprise algérienne

fournitures à livrer. En réalité, le Premier ministre ne fait que rappeler ce qui existe déjà dans le code des marchés publics de septembre 2015, reprenant une clause qui existe dans le code de 2010, laquelle stipule qu'une préférence, à hauteur de 25% doit être accordée aux opérateurs algériens dans le cadre des avis d'appels internationaux. Ouyahia va plus loin, cependant, en décidant que ces avis d'appel ne pourront être revêtus, par les ordonnateurs de la dépense publique, du caractère «international» que lorsque la fourniture à livrer ou la prestation à réaliser ne peuvent l'être par des opérateurs nationaux.

Un bruit a même couru que, pour bien prendre en charge ce genre de préoccupa-

tion, tendant à renforcer la protection de la production nationale, une réflexion serait engagée sur un amendement dont devrait bénéficier le Code des marchés publics, dont la dernière version remonte à septembre 2015.

Les différents amendements - cinq fois - apportés au Code des marchés publics depuis le début des années 2000, renseignent, non seulement sur la préoccupation majeure des pouvoirs publics d'adapter la législation au volume des investissements, à leur nature et aux nouveaux partenariats qu'ils charrient, mais également, ils renseignent sur le souci, tant de fois martelé, de juguler, à défaut d'arrêter, la saignée de la corruption qui affecte l'économie nationale.

Page 4

Prix du pétrole

Le Brent se maintient à plus de 57 dollars à Londres

Les prix du pétrole se redressaient hier en cours d'échanges européens, le marché peinant à trouver une direction forte face au risque géopolitique accru et aux débats de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Page 5



Plan national anti-cancer

«Ambitieux» selon l'OMS

Initié par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la période 2015-2019, le Plan national anti-cancer est qualifié par l'OMS de «très ambitieux», considérant que l'Algérie est «en bonne voie».



Par S.A. Mohamed

«**L**e plan national anti-cancer initié par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la période 2015-2019 est très ambitieux et le fait qu'il soit mis en œuvre sous sa houlette, reflète toute l'importance qu'il accorde à la prise en charge et à la prévention de cette maladie», a déclaré, hier à Alger, la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, Triphonie Nkrunziza, à l'ouverture de la rencontre annuelle du Réseau national des registres du cancer. Le Plan est également qualifié par la représentante de l'organisation mondiale de «très louable» et a donné des résultats «très encourageants», a-t-elle relevé, estimant que l'Algérie est «en bonne voie» dans ce domaine. «Nous avons remarqué une tendance vers une couverture universelle de tous les malades avec la possibilité pour eux d'ac-

céder aux soins où qu'ils se trouvent», a-t-elle poursuivi, appelant l'Algérie à poursuivre le travail effectué jusque-là dans ce domaine. Mme Nkrunziza a particulièrement insisté sur l'importance du volet de la prévention pour faire face à une maladie aussi redoutable, «même si cela peut être coûteux», considérant qu'il était «nécessaire de rapprocher les services de soins des patients». «A l'OMS, nous conseillons que les soins de santé soient centrés sur la personne», a-t-elle ajouté, avant de féliciter l'Algérie pour l'acquisition de nouveaux accélérateurs, indispensables à la prise en charge des cancéreux et de l'assurer du soutien de l'OMS afin de «s'acheminer ensemble vers les Objectifs de développement durable (ODD) de 2030». Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, qui intervenait à la même occasion, a indiqué pour sa part que les registres du cancer de population «constituent un outil indis-

pensable dans la surveillance épidémiologique des cancers. C'est un moyen de collecte, de stockage et d'interprétation des données relatives aux malades atteints de cancer», ajoutant que la surveillance des cancers est «une aide au pilotage et à l'évaluation des mesures de prévention et de prise en charge». M. Hasbellaoui a souligné que les données épidémiologiques issues du réseau national des registres des cancers, mis en place depuis 2014, s'inscrivent dans «la tendance évolutive mondiale», compte tenu du vieillissement de la population algérienne et des facteurs de risque résultant de la transition épidémiologique qu'a traversée le pays. Il a rappelé, par la même occasion, que la création du Réseau national des registres du cancer, le premier du genre en Afrique, articulé autour de trois coordinations régionales (Sétif, Alger, Oran), «permet à l'Algérie de disposer de données fiables conformément aux standards internationaux». Le ministre de la

Santé a relevé que le Plan national anti-cancer (2015-2019), adopté en 2015 vient par son axe stratégique 6 et l'arrêté n°22 du 18 février 2014 renforcer et institutionnaliser les registres de cancer existants et leur généralisation à travers l'ensemble des wilayas. Le ministre a ajouté que l'évaluation annuelle du réseau national des registres du cancer vise notamment à «présenter et à partager les résultats des activités du réseau, institutionnaliser la retro-information dans ce domaine, identifier les défis et arrêter la feuille de route de ce réseau national dans le souci de l'amélioration de la qualité de l'information». Intervenant en sa qualité de chargé de l'élaboration et du suivi du Plan anti-cancer, le professeur Messaoud Zitouni a relevé, de son côté, l'importance de décortiquer les statistiques et autres données sur la maladie afin de présenter des «solutions plus pertinentes et plus adaptées»s contre cette maladie.

S.A.M.

Pour sortir du déficit budgétaire Le CARE préconise l'encouragement de l'entreprise

Par Rachid Chihab

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), a élaboré une feuille de route pour sortir le pays du déficit budgétaire qui l'affecte depuis trois ans. Dans un document rendu public, le Care rappelle que la crise financière actuelle tire ses origines dans la structure de l'économie nationale fortement dépendante du seul secteur des hydrocarbures. L'organisation estime également, que les taux de croissance annoncés durant les 10 dernières années étaient le résultat de la forte demande du marché public. En d'autres termes, c'est la commande qui a fait augmenter le taux de croissance et non une performance de l'économie productive. En outre, le Care note que l'investissement trop axé sur la réalisation des infrastructures a contribué aussi à l'aggravation des déséquilibres financiers actuels.

Evoquant les solutions, le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise préconise au gouvernement de prendre une série de mesures. Il s'agit de l'établissement des bilans des politiques économiques suivies jusque-là. Une évaluation de ce qui a été fait permettra, selon la même source, de faire le point sur les aspects positifs et les insuffisances. Une telle démarche aidera à ne pas tomber dans les mêmes erreurs commises par le passé. Dans ce cadre, le Care appelle à l'évaluation du pacte nationale de croissance adopté par le gouvernement, le patronat et la Centrale syndicale. Ensuite, le Care plaide pour la réhabilitation de la place de l'entreprise dans l'échiquier de l'économie nationale. Pour cette organisation, l'entreprise est la source de toute croissance et de création de richesses et même d'emplois. Pour ce faire, il va falloir améliorer davantage le climat des affaires en levant tous les obstacles qui continuent de se dresser devant les entrepreneurs porteurs de projets. Des réformes qui doivent toucher tous les secteurs d'activité.

Par ailleurs, l'organisation met en garde contre tout retard dans le lancement du processus des réformes de la vie économique du pays. Elle estime que si les Algériens n'initient pas des réformes, le Fonds monétaire international (FMI), le fera à leur place.

Abordant le recours au financement non conventionnel décidé par le gouvernement pour faire face à la crise des liquidités, la même source se dit inquiète de la manière avec laquelle a été engagée cette mesure.

R.C.

Formation professionnelle

Adapter les spécialités aux besoins du marché

Par Karima Nacer

Aujourd'hui, le marché de l'emploi souffre d'une difficulté d'adéquation réelle entre le marché de l'offre et de la demande. Conséquence, beaucoup de jeunes sortis des écoles et institutions de formation n'arrivent pas à trouver du travail. Comment relever le niveau de la formation professionnelle en Algérie ? C'est un des gros défis que les autorités peinent à relever.

La majorité des candidats sortis de ce créneau est jugée incompétente ou mal formée du fait de l'inadéquation des formations par rapport au marché de l'emploi. Cette question fait l'objet d'une attention

soutenue de la part des pouvoirs publics, mais sans résultat probant sur le terrain. Beaucoup de dispositifs ont été développés au fil des années pour résoudre cette inadéquation, mais sans vrai succès. Les risques d'aggravation du nombre des sans-emploi pour cette catégorie sont prévisibles, compte tenu de l'absence d'une prise en charge conséquente de la part des entreprises. Face à l'inadéquation entre la formation et l'emploi, les sortants des centres de formation s'essaient alors à autre chose. Le premier responsable du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, reconnaît ce paradoxe. Il insiste sur l'impératif d'adapter des spécialités

proposées à la formation au niveau des établissements de la formation professionnelle aux besoins du marché du travail. «Le secteur professionnel a un rôle à jouer dans la promotion de l'économie nationale, à travers l'adaptation de ses offres aux besoins du marché du travail dans l'objectif de former une main-d'œuvre qualifiée, recherchée par les entreprises économiques locales», insiste le ministre. Pour lui, cette politique adoptée par le gouvernement, au titre des solutions alternatives aux hydrocarbures a eu un écho favorable auprès des entreprises économiques qui y ont adhéré, en facilitant l'intégration des diplômés du secteur professionnel national. Il

estime que ce résultat fructueux est la preuve que nous sommes sur la bonne voie, d'autant plus que l'entreprise économique est devenue un partenaire dans la mise au point des programmes de formation et de détermination des besoins du marché. Le ministre souligne, à cet effet, «l'intérêt de la formule formation par apprentissage qui permet à l'apprenti de passer 80% de son stage en entreprise et le reste au niveau du centre renforçant ainsi ses chances d'obtention d'un emploi. C'est une politique qui paye», dit-il, assurant qu'une majorité des apprentis trouvent un emploi avant leur fin de leur stage. Il annonce, à l'occasion, qu'un nouveau projet de loi sur l'apprentissa-

ge sera adopté par le Conseil des ministres et présenté devant le Parlement. Ce projet de loi organise les relations avec les entreprises économiques en matière d'apprentissage, tout en déterminant les responsabilités de chaque partie concernée (centre de formation, apprenti et entreprise).

L'Etat en est conscient de ce phénomène, et continue à assurer une formation inadéquate dans les centres de formation. Que faire pour inverser la tendance ? En tout cas, il est une urgence de proposer des formations adéquates pour répondre aux métiers proposés par la formation professionnelle. **K.N.**

De nombreux terroristes éliminés ou capturés

Les maquis de Jijel nettoyés par l'Armée

L'Armée nationale populaire (ANP) a passé au peigne fin ces derniers jours les massifs montagneux et forestiers de la wilaya de Jijel pour la débarrasser des groupuscules terroristes qui y vivent encore.



Par M. Ait Chabane

Les éléments de l'Armée sont parvenus à éliminer de dangereux terroristes, à libérer des otages, à détruire des casemates et à récupérer des armes et des munitions. Hier, un dangereux terroriste a été neutralisé et deux enfants retenus en otage ont été libérés suite à une vaste opération de ratissage de l'ANP. «Suite aux opérations de qualité exécutées par nos unités à Jijel et Batna/5^{ème} RM, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, ce matin hier à Jijel, un dangereux terroriste en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions, et ce, lors d'une opération d'assaut et de destruction d'un camp pour terroristes», a indiqué un communiqué du ministère de la

Défense nationale (MDN). «L'opération a également permis la libération de deux enfants âgés respectivement de cinq et sept ans, pris en otage par le criminel abattu», ajoute la même source. Une journée auparavant, toujours dans la wilaya de Jijel, deux dangereux terroristes ont été abattus par un détachement de l'ANP. «Suite aux opérations de qualité exécutées par nos unités à Jijel et Batna/5^{ème} Région militaire, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, dans l'après-midi du 23 octobre 2017 à Jijel, deux dangereux terroristes en leur possession deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un pistolet automatique et une quantité de munitions», avait indiqué le MDN dans un précédent communiqué. Durant la même journée du lundi, une terroriste âgée de 69

ans, épouse d'un terroriste abattu et mère de deux terroristes également abattus, a été capturée. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a capturé, le 23 octobre 2017 à Jijel, la terroriste H. Chérifa âgée de 69 ans, épouse du terroriste abattu B. Ismaïl et mère de deux terroristes abattus, B. Othmane et B. Saïd, précise la même source, ajoutant que «cette terroriste avait rallié les groupes terroristes en 1996». Par ailleurs, Trois casemates pour terroristes contenant des subsistances de vivre et une bombe de confection artisanale ont été découvertes et détruites lundi dernier à Batna et Aïn Defla par des détachements de ANP. En tout, «le bilan de ces opérations, toujours en cours, s'élève à l'élimination de cinq terroristes et la capture de deux autres en plus de cinq

femmes terroristes arrêtées et la récupération de six pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, deux pistolets automatiques et une quantité de munitions», selon le MDN. Un bilan assez éloquent qui renseigne sur la forte détermination de l'Armée de poursuivre sans relâche la lutte antiterroriste jusqu'à l'éradication définitive de ce phénomène. Cela dénote aussi de «la ferme détermination des forces de l'Armée nationale populaire pour l'éradication définitive du fléau du terrorisme et la mise en échec de toute tentative visant à porter atteinte à la stabilité de notre pays. Ils démontrent également l'état de désespoir des résidus de ces criminels, qui utilisent même des enfants pour exécuter leurs crimes abjects», lit-on dans le communiqué du MDN.

M.A.C.

Secteur public

Ouverture de plus de 13.000 nouveaux postes d'emploi

Par Rachid Chihab

Les recrutements dans le secteur de la Fonction publique seront relancés très prochainement. En effet, le directeur général du budget au ministère des Finances, Farid Bekka, a annoncé hier, l'ouverture de 13 500 nouveaux postes d'emploi dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur dans le cadre du projet de la loi de finances 2018, ajoutant que les autres secteurs pouvaient recruter à hauteur d'un cinquième des postes vacants disponibles à leur niveau. Ce chiffre ne concerne pas les remplacements des personnes parties à la retraite.

Lors d'une réunion avec la commission des finances et du budget de l'Assemblée nationale populaire (APN), dans le cadre du débat des dis-

positions prévues dans le projet de loi de finances 2018, M. Bekka a affirmé que le budget de fonctionnement avait connu «un léger recul», passant à 4 584 milliards de dinars dans le cadre du PLF 2018, contre 4 591 milliard de dinars en 2017.

Parmi les causes de ce recul, M. Bekka a cité les changements opérés dans les salaires des travailleurs résultant du non-remplacement partiel des départs à la retraite et des décès tel que prévu dans la loi de finances 2017, à savoir le remplacement d'un tiers des départs à la retraite, des décès et des démissions dans la Fonction publique.

Pour 2018, il a été décidé de revoir ce taux désormais fixé à un cinquième, ce qui signifie que les secteurs publics pourraient recruter un cinquième des postes vacants à leur niveau en raison des départs à la retraite, des décès et des

démissions, a ajouté M. Bekka, soulignant que le secteur public comptait plus de 2,2 millions de fonctionnaires.

13 624 nouveaux postes budgétaires ont été ouverts, dans les secteurs de la santé (près de 8 000 postes), de l'Education nationale (près de 5 000 postes) et de l'enseignement supérieur (près de 2 000 postes).

M. Bekka a affirmé que l'ouverture de ces nouveaux postes «ne signifiait pas que les autres secteurs sont interdits de recrutement». Ces secteurs sont autorisés à recruter à hauteur d'un cinquième des postes vacants disponibles à leur niveau.

Notons que depuis 2015, c'est le secteur économique privé qui recrute le plus. Désormais, ce sont les entreprises privées qui absorbe la plus importante marge du chômage.

R.C.

Lutte contre le terrorisme

Les Américains intéressés par l'expérience algérienne

Le coordinateur du Secrétaire d'Etat américain chargé du terrorisme, Ravy Gregorine, a salué, hier à Alger, l'expérience algérienne en matière de la lutte contre le terrorisme, appelant à «partager cette expérience avec les autres pays du monde».

Dans une déclaration à l'issue de l'audience que lui a accordée le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, M. Gregorine a précisé que son pays "a beaucoup appris de l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme qui a frappé le pays durant la décennie noire", appelant «à partager cette expérience avec les autres pays du monde».

Le responsable américain a indiqué que sa visite en Algérie s'inscrivait dans la cadre de sa participation à la rencontre internationale sur la lutte contre le terrorisme, organisée à l'occasion du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), ajoutant que la rencontre était consacrée à l'examen du phénomène du crime transnational et du blanchiment d'argent. Pour sa part, M. Mohamed Aïssa a fait savoir que sa rencontre avec le responsable américain s'articulait autour de l'expérience de l'Algérie adoptée par l'ONU pour la prévention contre le terrorisme et son éradication, ajoutant que l'expérience algérienne était «riche» et puisait sa source dans «l'Islam modéré» et «l'histoire de l'Algérie forte de ses valeurs de cohabitation, de dialogue et de paix».

Le ministre a exprimé la disponibilité de l'Algérie «à partager cette expérience qui a permis au peuple algérien de mettre fin au terrorisme et de consacrer la paix et la sécurité».

A une question sur la réconciliation nationale, le ministre a souligné que c'est grâce à cette politique que l'Algérie a pu instaurer un espace sain pour le dialogue et combattre l'extrémisme jusqu'à atteindre l'étape de la prévention et de l'exportation de cette expérience.

Reda A.

Accès aux marchés publics

Valoriser la place de l'entreprise algérienne

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, est revenu, lors de son intervention devant les patrons à l'occasion de l'université tenue par le Forum des chefs d'entreprises (FCE) la semaine dernière, sur la nécessité d'accorder la priorité à l'entreprise algérienne dans la réalisation des commandes publiques, qu'elles relèvent de travaux à réaliser, d'études à mener ou de fournitures à livrer.



Par Saâd Tafrika

En réalité, le Premier ministre ne fait que rappeler ce qui existe déjà dans le code des marchés publics de septembre 2015, reprenant une clause qui existe dans le code de 2010, laquelle stipule qu'une préférence, à hauteur de 25% doit être accordée aux opérateurs algériens dans le cadre des avis d'appels internationaux. Ouyahia va plus loin, cependant, en décidant que ces avis d'appel ne pourront être revêtus, par les ordonnateurs de la dépense publique, du caractère «international» que lorsque la fourniture à livrer ou la prestation à réaliser ne peuvent l'être par des opérateurs nationaux.

Un bruit a même couru que, pour bien prendre en charge ce genre de préoccupation, tendant à renforcer la protection de la production nationale, une réflexion serait engagée sur un amendement dont devrait bénéficier le Code des marchés publics, dont la dernière version remonte à septembre 2015.

Les différents amendements - cinq fois - apportés au Code des marchés publics depuis le début des années 2000, renseignent, non seulement sur la préoccupation majeure des pouvoirs publics d'adapter la législation au volume des investissements, à leur nature et aux nouveaux partenariats qu'ils charrient, mais également, ils renseignent sur le souci, tant de fois martelé, de juguler, à défaut d'arrêter, la saignée de la corruption qui affecte l'économie nationale. Car, le réceptacle idéal des manœuvres de corruption est situé dans les étapes de passation de marchés publics en vue de les attribuer à des partenaires économiques (entreprises de réalisation, bureaux d'études ou fournisseurs d'équipements). Si la procédure de gré à gré a toujours constitué une

exception, devant les différentes méthodes de consultation (appels d'offres ouverts ou restreints, consultations par affichage), c'est parce qu'elle ouvre les portes à toute forme d'abus, de préférences intéressées et de concussion. Déjà, face à certaines clauses floues, offrant plusieurs interprétations, les appels d'offres - qui font concourir des dizaines de soumissionnaires pour une opération d'équipement publique - plusieurs manœuvres frauduleuses sont tentées par des membres des commissions d'évaluation des offres pour diriger le marché sur l'entreprise qui aura avancé sa «tchipa». Les affaires révélées quotidiennement par la presse et les audiences des tribunaux nous en apprennent des feuilletons qui portent parfois sur des milliards de centimes en matière de corruption dont se rendent coupables certains agents de l'État.

La plupart des projets de règlement budgétaire - faisant le bilan des consommations des budgets antérieurs - réalisés par l'Assemblée populaire nationale, font le constat d'un déficit d'exploitation de certains comptes d'affectation spéciale. C'est un constat sur lequel est revenu aussi plusieurs fois les rapports de la Cour des comptes. La faiblesse de consommation relevée dans les budgets est due à plusieurs facteurs, dont certains étaient liés aux rigidités du Code des marchés publics lorsqu'il s'agit de puiser dans ces fonds par la contractualisation de fournitures ou travaux. D'ailleurs, le gouvernement a réduit le nombre de ces comptes d'affectation spéciale et en a regroupé d'autres dans un fonds unique.

Lutter contre la bureaucratie et la corruption

Presque régulièrement, la réglementation des marchés

publics fait débat et ce, dès que des obstacles ou des impasses se dressent devant les maîtres de l'ouvrage. Les séries de projets infructueux en raison du non-aboutissement des procédures de contractualisation - pour en prendre connaissance, il suffit de feuilleter quelques pages d'annonces publicitaires - ont inévitablement interpellé les gestionnaires de l'économie nationale et les autorités politiques qui tiennent particulièrement à la réalisation dans les délais des projets inscrits dans le cadre des différents plans de développement (PSD, PCD, comptes d'affectation spéciale, projets en partenariat...).

L'on sait que les différents projets d'équipement souffrent généralement de retards dus à plusieurs facteurs. Un de ces facteurs se trouve être, parfois, la procédure de passation de marché, marquée par une lenteur légendaire dans certains cas. Néanmoins, il y a lieu de préciser que dans toutes les circonstances, le Code des marchés publics demeure l'instrument obligatoire de toute contractualisation, non seulement de l'administration publique, mais également des établissements publics administratifs (EPA), des établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic) et des APC. Les entreprises publiques économiques (EPE) bénéficient, quant à elles, de procédures spécifiques établies par leurs organes sociaux.

Incontestablement, face aux volumes colossaux des investissements publics que l'Algérie avait lancés pendant une quinzaine d'années, à l'ombre d'un baril de pétrole bien valorisé, il était bien opportun que la législation inhérente à la passation des marchés publics s'adapte aux nouveaux rythmes de l'économie et réponde aux exigences d'ouverture de l'appareil économique aussi bien dans la partie «réalisation de travaux» que des les chapitres relatifs aux

fournitures et aux études. Cela avait induit des amendements du code des marchés en 2008 et 2010. La célérité que réclamait de tels volumes d'investissements a été prise en charge par l'institution de plusieurs commissions des marchés (niveau national, niveau de la wilaya, certains organismes spécifiques, tels l'Opgi, les parcs nationaux...).

Néanmoins, tous les intervenants dans la chaîne de passation des marchés publics - à savoir l'administration maître de l'ouvrage ou, éventuellement les APC, les Epic, EPE... les partenaires du maître de l'ouvrage (soumissionnaires pour travaux, fournitures ou études), les bureaux d'études chargés du suivi... n'ont pas manqué de se plaindre d'une législation dépassée par les événements et qui leur cause moult tracasseries, aussi bien dans la manière d'évaluer les offres, et de sécuriser les contrats établis, que dans la manière d'éviter les soupçons de subjectivité et surtout de corruption qui pèsent généralement sur ce genre de procédures.

Depuis que certaines «affaires» ou scandales liés à la réalisation de certaines infrastructures publiques et à d'autres marchés de fournitures ont été apportés à la connaissance de l'opinion publique, les gestionnaires maîtres de l'ouvrage montrent une circonspection quelque peu tatillonne qui ne manque d'affecter négativement la marche générale de la procédure. L'on a même eu affaire à des cas d'infructuosité montés de toutes pièces; ce sont des manœuvres malhonnêtes qui prévalent lorsque des enjeux fort délicats entourent une opération contractuelle.

Un bon point d'appui

L'on ne peut ignorer le fait que l'ouverture de l'économie algérienne sur l'entreprise privée nationale et sur le partenaire étranger a pu révéler au grand jour les limites de

la législation algérienne en matière de réglementation des marchés publics. Le nombre de contrats proposés à l'approbation des commissions de wilaya des marchés ou, le cas échéant, à la commission nationale des marchés sous tutelle du ministère des Finances, n'avait jamais atteint des sommets aussi vertigineux que ceux connus pendant la décennie 2004-2014. Ce sont tous les secteurs de la vie économique nationale qui ont été appelés à déposer sur les bureaux des dites commissions des centaines de cahiers des charges et de contrats de travaux ou fournitures. Tous les programmes initiés par les pouvoirs publics ont généré des procédures de contractualisation assez lourdes et éreintantes pour les agents et cadres appelés à les traiter et en arbitrer le processus. Il se trouve que, au niveau des wilayas, c'est le secrétaire général de la wilaya qui est, en même temps, président de la commission des marchés publics.

La mission devient plus complexe lorsque certains maîtres de l'ouvrage sont appelés à user de la législation algérienne et des directives de bailleurs de fonds étrangers, lorsque les programmes en question sont cofinancés par des organismes étrangers (UE, Banque mondiale, Fida...). Par moments, des «cafuillages» surviennent, et un arbitrage du ministère des Finances devient nécessaire.

S'agissant de l'outil de réalisation national (entreprises de travaux, fournisseurs, bureaux d'études), les gestionnaires de l'économie nationale se sont rendus à l'évidence d'un phénomène qui, pourtant, était largement prévisible dès le départ. En ouvrant le marché algérien des travaux, études et fournitures aux entreprises étrangères, les sociétés et entreprises algériennes - qu'elles soient publiques et privées - n'avaient pas assez de capacités pour affronter la compétition qui allait en découler. C'est de cette façon qu'un grand nombre d'entre elles ont été amenées à solliciter des prestations de sous-traitance auprès de partenaires étrangers titulaires de la commande publique algérienne. Cette situation a été rappelée la semaine dernière par le Premier ministre, déplorant les retards dont souffre la promotion de l'entreprise algérienne et qui ne manquent pas, aujourd'hui, de déteindre sur ses performances et ses capacités de rebond. Naturellement, la préférence nationale, que Ahmed Ouyahia compte faire valoir dans toutes les procédures de commande publique, tout en constituant un bon point d'appui et une opportunité d'une nouvelle amorce, ne suffira pas à elle seule, pour promouvoir de façon optimale l'entreprise algérienne, qu'elle soit publique ou privée. Reste à redéfinir toute la stratégie de réhabilitation de l'outil national de production à travers l'amélioration du climat des affaires, les incitations fiscales, la lutte contre la bureaucratie et la modernisation de l'administration qui encadre l'acte d'investir. **S.T.**

Prix du pétrole

Le Brent se maintient à plus de 57 dollars à Londres

Les prix du pétrole se redressaient hier en cours d'échanges européens, le marché peinant à trouver une direction forte face au risque géopolitique accru et aux débats de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).



En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord (pour livraison en décembre) valait 57,70 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 33 cents par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 40 cents à 52,20 dollars.

Les prix évoluent dans une fourchette relativement étroite depuis plus d'une semaine, alors que les tensions en Irak

entre kurdes indépendantistes et Bagdad menacent de perturber l'offre mondiale en empêchant la région productrice de Kirkouk d'exporter.

«L'industrie pétrolière aurait vu l'offre du Kurdistan remonter à 288 000 barils lundi, en nette hausse par rapport aux 255 000 barils par jour de la fin de la semaine dernière», a noté Tamas Varga, analyste chez PVM.

«Cette hausse est minime par rapport à la production kurde habituelle d'environ 600 000 barils par jour, mais cela a été vu comme un signe positif pour l'offre» et donc négatif pour les prix, a-t-il

ajouté. «Le marché est en train de se resserrer, et les prix du pétrole sont plus facilement affectés par le risque géopolitique. Depuis le début de l'année, le marché souffre d'un déficit de l'offre d'environ 300 000 barils par jour», ce qui fait reculer les réserves mondiales, ont estimé les analystes de Morgan Stanley.

Ce rééquilibrage est principalement dû à l'effort de l'Opep et de ses partenaires, dont la Russie, qui ont décidé fin 2016 de limiter leur production pour soutenir le marché.

L'accord a déjà été étendu jusqu'à fin mars 2018, mais

les investisseurs attendent désormais de voir si les deux figures de proue de l'accord, la Russie et l'Arabie saoudite arriveront à convaincre les autres participants de continuer le contrôle jusqu'à fin 2018, une option soutenue par le président russe, Vladimir Poutine.

Un plan pour préparer la fin de l'accord sans effaroucher les marchés devrait également être sur la table lors des réunions de l'Opep et de ses partenaires le 30 novembre à Vienne, a rapporté l'agence Bloomberg, citant des sources proches des négociations.

N. L.

Selon le P-DG d'Armaco

Le manque d'investissements pétroliers risque de provoquer une pénurie mondiale

Le manque d'investissements dans le secteur pétrolier des dernières années risque d'affecter les approvisionnements mondiaux à l'avenir, a estimé mardi le P-DG du géant pétrolier saoudien Armaco. «Peu d'investissements ont été consacrés au secteur de l'énergie. Des investissements de 1 000 milliards de dollars ont été reportés ou annulés», avec la chute du prix du baril de ces dernières années, a déclaré Amin Nasser lors d'une conférence économique à Ryadh.

Sur ce montant, 300 milliards de dollars auraient dû aller à l'exploration et 700 milliards au développement des gisements pétroliers, a-t-il dit.

«Cela aura un impact sur l'avenir de l'énergie si rien n'est fait», a déclaré M. Nasser, en référence à une éventuelle pénurie de pétrole. Selon lui, le monde aura

besoin de plus de pétrole étant donné «l'épuisement naturel des gisements et l'augmentation normale de la demande».

M. Nasser a également estimé que les énergies renouvelables ne menacent pas la position du pétrole et du gaz naturel en tant que principales sources d'énergie dans le monde. «Nous assistons à une transformation. Mais il faudra attendre des décennies avant que les énergies renouvelables ne prennent une part importante dans le mix énergétique», a-t-il dit. Le prix du brut a diminué de plus de moitié en 2014 en raison d'une offre excédentaire et de la faiblesse de la croissance économique mondiale.

Il s'est partiellement redressé après l'entente de l'année dernière entre membres de l'Opep et des pays non membres de cette organisation pour réduire la production de 1,8 million de barils par jour.

L'Arabie Saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, a procédé à la plus importante baisse de production par pays, retirant du marché 500 000 barils par jour et se disant prête à porter cette réduction à 560 000 barils par jour en novembre.

Le Royaume a perdu des centaines de milliards de dollars en revenus pétroliers depuis la mi-2014 et affiché d'énormes déficits budgétaires.

Il a lancé un ensemble de réformes économiques qui comprend un plan visant à vendre jusqu'à 5% d'Armaco.

M. Nasser a déclaré lundi que l'introduction en Bourse de sa firme, qui devrait permettre de lever 100 milliards de dollars si elle est évaluée à 2.000 milliards de dollars, aura lieu au cours du second semestre de 2018.

R. E.

Arabie Saoudite

Des investissements de 500 milliards de dollars pour le développement économique

Le prince héritier, Mohammed ben Salmane d'Arabie Saoudite, a annoncé hier la création d'une gigantesque zone de développement économique de plus de 26.000 km², avec des investissements projetés à plus de 500 milliards de dollars.

Ce nouveau projet a été révélé alors que l'Arabie saoudite, qui fait face à des difficultés budgétaires, cherche à diversifier son économie trop dépendante du pétrole dont les prix ont chuté ces trois dernières années.

L'annonce a été faite en marge d'une conférence de trois jours, intitulée «Future Investment Initiative», qui s'est ouverte mardi dans la capitale saoudienne, en présence de 2 500 délégués.

La nouvelle zone économique, appelée NEOM et d'une superficie de 26 500 km², sera établie au nord-ouest de l'Arabie Saoudite, sur les bords de la mer Rouge. Certains secteurs seront frontaliers de la Jordanie et de l'Égypte, précise un communiqué du Fonds public d'investissement saoudien. Le gouvernement saoudien s'est engagé à y investir plus de 500 milliards de dollars «dans les prochaines années», a affirmé le prince Mohammed. Appuyé également par des investisseurs étrangers, NEOM concernera des secteurs aussi divers que l'énergie, l'eau, la biotechnologie, l'alimentation, le numérique, les médias et les divertissements, précise le communiqué. Premier exportateur mondial de pétrole, l'Arabie saoudite a enregistré d'énormes déficits budgétaires et vu ses réserves financières fondre depuis la chute à la mi-2014 du prix de l'or noir. Le prince Mohammed, ministre de la Défense qui préside également le Conseil économique et de développement, a présenté en 2016 un vaste plan de réformes, appelé Vision 2030, qui vise à diversifier l'économie et à vendre, en 2018, 5% de parts du géant pétrolier Aramco. En août, les autorités saoudiennes avaient déjà annoncé le lancement d'un projet touristique d'envergure consistant à transformer une cinquantaine d'îles de la mer Rouge en stations balnéaires de luxe.

Bilal L.

Béchar

Réalisation prochaine d'une centrale solaire

Une entreprise privée spécialisée dans la production de l'énergie solaire est en pourparlers avec la wilaya de Béchar pour la réalisation d'une centrale solaire, a-t-on appris mardi auprès du wali. «Actuellement, nous sommes en pourparlers avec cette entreprise pour la réalisation et l'équipement d'une première centrale de production de l'énergie solaire et qui pourra être implantée dans l'une des communes de la wilaya», a précisé Dziri Tewfik. «Ce projet énergétique que nous soutenons au titre du dispositif de soutien et d'encouragement des investissements pourra être un facteur de développement de l'exploitation des énergies renouvelables dans la région qui dispose de grandes potentialités en la matière», a-t-il ajouté. La wilaya de Bechar mise beaucoup sur le développement de ce genre de projets énergétiques pour couvrir une demande en constante hausse, dans le sillage de la forte dynamique socio-économique que connaît cette wilaya considérée comme un important gisement d'énergies renouvelables, ont fait savoir des cadres locaux du secteur de l'Énergie.

H. L.

En Afrique du Nord et au Moyen-orient

Le Japon salue le rôle de l'Algérie dans la promotion de la paix et la stabilité

Le Japon a salué le rôle de l'Algérie dans la promotion de la paix et la stabilité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, dans une Lettre rendue publique hier par l'ambassadeur nippon à Alger, Masaya Fujiwara, réaffirmant la détermination de son pays à renforcer les relations multisectorielles avec l'Algérie.



ligné le soutien du Japon pour la relance des négociations entre Palestiniens et Israéliens pour l'accélération du développement économique de la Palestine et l'établissement de confiance à travers la coopération régionale.

En outre, le responsable japonais a fait part de nouvelles assistances humanitaires d'environ 25 millions de dollars au profit de la Syrie, d'Irak et leurs pays voisins pour les réfugiés et la stabilité de cette région.

S'agissant de la crise dans la péninsule coréenne, Kono a appelé les pays arabes à faire preuve de compréhension et de soutien en exerçant «une pression au maximum» sur la Corée du Nord, vu que Pyongyang continue ses essais nucléaires et ses tirs de missiles, ce qui constitue de l'avis de M. Kono, «une tentative téméraire et un danger grave et imminent pour la sécurité du Japon et de la communauté internationale». **Bilal L.**

M. Fujiwara s'exprimait dans cette Lettre intitulée : «Un nouveau dynamisme de la diplomatie japonaise au Moyen-orient et en Afrique du nord: les quatre principes de Kono pour la paix et la stabilité de cette région relative aux fondamentaux de la politique extérieure du Japon».

Il a notamment souligné que son pays «apprécie le rôle de l'Algérie dans la promotion de la paix et la stabilité dans la région de l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient», avant de rappeler la tenue en septembre dernier au Caire de la première réunion du dialogue politique entre le Japon et les pays arabes coprésidés par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel et son homologue japonais, Taro Kono.

A la faveur de cette réunion MM. Messahel et Kono s'étaient entretenus autour des relations bilatérales et des questions régionales. «Ils avaient convenu de renforcer les relations, notamment dans le domaine de l'économie et

de la lutte contre le terrorisme», a rappelé le diplomate japonais.

En outre, Fujiwara a souligné l'intention de son pays de renforcer davantage les relations avec l'Algérie dans les domaines politique, économique, ainsi que dans l'éducation et la formation des ressources humaines «sur la base des quatre principes de Kono, axés sur la contribution intellectuelle et humanitaire, l'investissement pour le peuple et le renforcement des efforts politiques...»

Le Moyen-Orient est une base de la paix et la prospérité pour le Japon

Revenant à la vision de la diplomatie nipponne concernant le Moyen-orient et l'Afrique du Nord, l'ambassadeur japonais a souligné qu'étant donné que cette région soit «un principal fournisseur des énergies, un grand marché potentiel avec plus de 500 millions de population, dont le PIB est de presque 4 000 milliards de dollars

et qu'il se situe au centre d'un couloir de navigation, elle constitue une base de la paix et de la prospérité pour le Japon».

Le Japon a défini la stratégie pour «une région indo-pacifique libre, ouverte et prospère avec une conception d'un élan créé par la conjonction entre l'Asie et l'Afrique, et entre l'Océan Indien et le Pacifique», a-t-il écrit, ajoutant qu'au milieu de ce dynamisme, le Moyen-Orient se présente comme «le pivot de ces deux conjonctions et c'est la raison pour laquelle le Japon aborde l'amélioration de l'atelage de l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient».

La lettre de l'ambassadeur évoque, dans ce sens, les déclarations de M. Kono, selon lesquelles «le Moyen-orient et l'Afrique du Nord étaient un des piliers de la diplomatie japonaise, et travers lesquelles a manifesté l'idée de s'engager davantage dans la paix et la stabilité de cette région».

Selon les principes de Kono, la base de la politique du Japon au Moyen-orient et en Afrique du nord repose sur le fait que «le Japon

gagne la confiance en tant qu'ami en apportant sa contribution au développement économique et social de cette région depuis de longues années».

Rétablir les négociations entre Palestiniens et Israéliens

Regrettant le blocage dans le processus de règlement du conflit en Palestine occupée, le Japon, lit-on dans le document, est en train de «réaliser le concept du couloir pour la paix et la prospérité, qui promeut l'indépendance économique de la Palestine».

A titre d'exemple, son projet phare, le Parc agro-industriel d'El Khalil (JAIP) a marqué son 10^{ème} anniversaire et est en train d'arriver à un bon résultat avec l'installation de sept entreprises et la création de 130 emplois. «Un concept que le Japon compte élargir à d'autres domaines au niveau régional», a ajouté M. Fujiwara.

Dans cette lancée, il a été sou-

Inclusion du Sahara occidental dans un accord d'aviation avec le Maroc

WSRW met en garde l'Union européenne

L'Observatoire des ressources naturelles du Sahara occidental (Wsrw) a mis en garde hier l'Union européenne (UE) contre l'inclusion du territoire du Sahara occidental occupé dans le nouvel accord d'aviation qu'elle envisage de signer avec le Maroc.

L'Observatoire rappelle qu'en décembre 2016, la Cour de justice de l'UE (Cjue) avait clairement affirmé que le «Sahara occidental est un territoire distinct et séparé du Maroc», et dans ce cadre, elle avait estimé qu'aucun accord avec le Maroc ne devrait l'inclure sans l'aval explicite et le consentement du peuple sahraoui.

Cet appel de Wsrw coïncide

avec le vote ce 24 octobre, d'un accord d'aviation euro-méditerranéen entre le Parlement européen et le Maroc. L'Observatoire a rappelé que la semaine dernière, la Commission des transports et du tourisme du Parlement européen avait «révisé à la hâte» l'accord en question, et l'avait soumis au vote en plénière pour approbation finale. Le député européen des Verts, Florent Marcellesi, a déclaré à Wsrw, que son groupe regrette «l'absence d'une majorité politique au sein du Parlement pour soutenir sa demande pour un avis juridique qui aurait permis une décision en toute connaissance de cause sur cette question juridique complexe ayant des implications

géopolitiques critiques». «Nous attendons toutefois que la Commission européenne clarifie la portée territoriale de cet accord, avant le vote», a-t-il dit.

Le parlementaire des verts a ajouté que «les citoyens européens ont le droit de savoir si leurs avions volent illégalement ou pas, vers El-Ayoun et Dakhla (deux villes des territoires sahraouis occupés)».

Pour sa part, Davide Contini de WSRW a déclaré qu'«il ne semble pas que le peuple sahraoui ait donné son consentement à l'exploitation de son espace aérien».

Il a expliqué que «si le Parlement européen doit approuver l'accord révisé hier, il est probable que les entreprises euro-

péennes opérant au Sahara Occidental - pour le trafic de passagers ou de fret - restent dans l'incertitude juridique, notamment en ce qui concerne les règles européennes et internationales sur la sécurité et la sûreté aériennes».

Par ailleurs, Wsrw relève qu'il existe déjà 11 vols internationaux par semaine au Sahara occidental, opérés par Binter Canarias et Royal Air Maroc.

Les vols relient Dakhla et El Ayoun occupées à Gran Canaria. Une nouvelle connexion contestée vers la France, via Transavia sera ouverte d'ici la fin du mois d'octobre 2017, selon l'observatoire.

B. L.

Réseau des femmes médiatrices de la Méditerranée

Participation de l'APN à l'Initiative de l'Italie

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part aujourd'hui et demain à Rome à l'Initiative de l'Italie pour la création du réseau des femmes médiatrices de la Méditerranée, a indiqué mardi un communiqué de la chambre basse du Parlement. L'APN sera représentée à cette rencontre par la députée Saïda Ibrahim Bounab, précise le communiqué.

Le Réseau des femmes médiatrices de la Méditerranée constitue un espace d'échange d'expériences entre les représentantes des pays membres en coordination avec les Nations unies et son département des affaires politiques et de la coopération. Il vise également à tirer profit des initiatives des organisations féminines à l'instar de l'Union africaine des femmes médiatrices et du Réseau des femmes africaines leaders», ajoute-t-on de même source.

L'idée de création du Réseau des femmes médiatrices de la Méditerranée est issue d'une «prise de conscience quant à l'importance de la participation des femmes des deux rives de la Méditerranée à la diffusion de la paix dans la région la plus exposée aux conflits dans le monde», conclut le communiqué.

H. K.

Service de gynécologie de l'EHU d'Oran

Près de 450 nouveaux cas de cancer du sein dépistés

Le service de gynécologie de l'EHU 1^{er} Novembre d'Oran a enregistré, depuis le début de l'année en cours, environ 450 nouveaux cas de cancer du sein, a-t-on appris lundi du chef de ce service.



Dans une déclaration à l'APS en marge d'une journée Portes ouvertes sur le cancer du sein et du col de l'utérus, le Pr Belkacem Chafi a fait part de près de 450 nouveaux cas du cancer du sein dépistés depuis le début de l'année, soulignant que les cas de décès suite à ce genre de cancer ont «nettement baissés».

«Les décès enregistrés sont beaucoup moins qu'avant. Dans les interventions que nous pratiquons il y a zéro décès. C'est une

réelle révolution», s'est-il félicité, déplorant, toutefois, le fait que «beaucoup de femmes arrivent à l'EHU à un stade très avancé où nous n'avons pas suffisamment de temps pour les faire opérer».

«Oran enregistre une incidence des plus élevées sur le plan national (225 sur 100 000 habitants), ce qui est très préoccupant», a fait savoir le Pr Chafi, estimant ne pas savoir pour le moment quels sont les facteurs favorisant cette incidence, «mais il y a lieu de noter

que le cancer du sein touche à Oran de plus en plus de femmes jeunes (de la tranche d'âge 35-40 ans), ce qui n'était pas le cas avant», a-t-il observé.

Le diagnostic précoce reste, selon le spécialiste, le moyen idéal à même de lutter contre ce problème de santé publique. Il revient aux femmes de faire le geste et de subir un dépistage à temps, a-t-il conseillé faisant observer que quand la tumeur du cancer est à 2,5 centimètres et que la femme peut la toucher à la main et la sentir, elle n'a

même pas besoin de mammographie.

«Des progrès ont été enregistrés en matière de traitement du cancer du sein, mais pas en matière de prévention et de sensibilisation, il reste beaucoup à faire», a-t-il estimé, signalant que «beaucoup de femmes atteintes de ce cancer arrivent à l'hôpital dans un stade plus en moins avancé, où même les traitements les plus révolutionnaires ne pourront rien faire».

Le dépistage précoce du cancer constitue le meilleur moyen de lutte contre cette pathologie qui peut être appuyé par des programmes adaptés en direction de la population, a-t-il conclu.

Plusieurs communications ont été présentées lors de cette demi-journée de sensibilisation abordant «le cancer du sein en Algérie», «le cancer du sein, est-il héréditaire ?», entre autres.

Cette rencontre a été également marquée par des témoignages poignants de jeunes femmes atteintes du cancer du sein et des femmes avec des enfants en bas âge et dont la maladie leur a enlevé un organe primordial dans la vie de couple, comme elles l'avaient amèrement exprimé. **Reda A.**

Initiées par l'association Amitié populaire franco-algérienne
Des interventions chirurgicales et consultations médicales gratuites

■ Des interventions chirurgicales et consultations médicales ont été entamées dimanche à Biskra par 50 médecins au profit des malades issus des couches sociales défavorisées dans le cadre d'une initiative de l'association Amitié populaire franco-algérienne (Apfa).

Cette action cible essentiellement des malades nécessitant de la région, a indiqué le directeur local de la santé et de la population, Mohamed Laïeb, précisant que les interventions chirurgicales concernent plusieurs spécialités, notamment la cardiologie, l'ophtalmologie, l'orthopédie, la chirurgie générale, la neurologie et l'obstétrique.

Parallèlement à l'aspect médical, des ateliers de formation figurent aussi au programme de cette initiative au profit des médecins et des agents paramédicaux exerçant dans la wilaya de Biskra.

Cette action de solidarité s'effectue dans les établissements de santé publique du chef-lieu de wilaya ainsi que dans les hôpitaux des communes de Sidi Okba, Tolga, Ouled Djellal, selon le même responsable.

Le staff médical engagé dans le cadre de cette opération poursuivra son travail jusqu'à samedi prochain, selon les organisateurs.

Bilal L.

Le 25 novembre à Oran
Rencontre internationale sur le traitement de la douleur

■ Le traitement de la douleur sera au centre des 2^{èmes} Journées internationales de l'éthique médicale prévues les 25 et 26 novembre prochain à Oran, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

«Plus de 200 spécialistes algériens et étrangers prendront part à cette édition ayant pour objectif d'améliorer la prise en charge des malades», a indiqué à l'APS, le Pr. Khaled Layadi, président du comité d'organisation.

Une quarantaine de communications sont programmées à cette occasion et devront aborder les deux formes de douleur, aiguë et chronique, a expliqué le Pr. Layadi, également chef du service de médecine physique et de réadaptation fonctionnelle du Centre hospitalo-universitaire d'Oran (Chuo). «Le but de ces échanges consiste à mieux cerner les mécanismes propres au déclenchement et à l'évolution de la douleur et ce, sous un angle global associant les champs biomédical, psychologique et social», a-t-il indiqué.

La rencontre est initiée en partenariat avec l'Observatoire du handicap, de la réadaptation et de l'éthique en santé (Ohres), nouvelle société savante basée à Oran, présidée par le Pr. Layadi. La première édition de ces journées, tenue en novembre 2016 à Oran, avait été consacrée au thème «L'éthique médicale et les situations de handicap».

H. M.

Le cancer du cerveau devient plus fréquent

Le cancer du cerveau, qui ne figurait pas il y a quelques années au registre d'Oran de cette pathologie, est devenu plus fréquent, notamment chez les hommes, apprend-on du chef d'unité de bio-statistiques et d'information sanitaire au niveau du service d'épidémiologie du CHU d'Oran.

Alors que les tumeurs du cerveau n'apparaissent pas du tout parmi les 10 cancers les plus fréquents, les statistiques montrent qu'il ne cesse de gagner du terrain chez les hommes, notamment occupant, en 2015, la quatrième position chez cette catégorie, alors qu'il était 7^{ème} en 2014, indique la Pr. Fatima Ammour dans un entretien à l'APS. En effet, les hommes sont les plus touchés par ce cancer avec une incidence de 5.1%,

contre 2.1% chez les femmes, dit-elle, ajoutant que ces statistiques sont celles du dernier rapport du registre du cancer d'Oran pour l'année 2015 qui vient d'être finalisé. Celui de 2016 est en cours d'élaboration.

Un nombre de 29 cas de cancer du cerveau chez les hommes sur un ensemble de 570 cas a été enregistré, soit une prévalence de 5.2% contre 18 cas sur 869 chez les femmes, soit une prévalence de 2.1%, précise la Pr. Ammour. «Il est difficile de donner une explication quant au rebond du cancer du cerveau. Le rôle du registre étant une étude descriptive, créé dans l'objectif de décrire les caractéristiques épidémiologiques du cancer dans la wilaya d'Oran. Les explications devant faire l'objet d'autres études», souligne-t-elle. Les cancers les plus fré-

quents chez les hommes, soutient-elle, sont le cancer du poumon avec une incidence de 28,4%, suivi du cancer colo-rectal (15,6%), celui de la vessie (7,5%), celui du cerveau (5,1%) et ceux de l'estomac, du nasopharynx, du larynx, de LNH, de la maladie d'Hodgkin et de la prostate avec des prévalences de 4% et moins.

Les femmes, quant à elles, sont touchées par le cancer du sein avec 56,2%, le cancer du col utérin avec 9,5%, le cancer du côlon avec 3,1%, suivi des cancers de la thyroïde, du poumon-bronches, de l'estomac, du nasopharynx, de l'ovaire, du cerveau et des voies biliaires avec des incidences de moins de 3%.

Reda A.

EPH de Tissemsilt et hôpital spécialisé Aït Idir

Convention de jumelage

Une convention de jumelage a été signée lundi à Tissemsilt entre les établissements publics hospitaliers de cette wilaya et l'hôpital spécialisé Aït Idir d'Alger, a-t-on appris lundi du directeur de la santé et de la population, Mohamed Fellah.

Cette convention, signée avec trois EPH et trois établissements publics de santé de proximité de la wilaya de

Tissemsilt, permet, a indiqué M. Fellah, d'effectuer des consultations médicales et chirurgicales au niveau de ces structures dans les spécialités liées à la neurochirurgie.

Des visites périodiques d'une équipe de spécialistes de l'hôpital Aït Idir aux EPH de la wilaya de Tissemsilt pour effectuer des interventions chirurgicales en neurochirurgie y sont prévues. Entre autres clauses de cette

convention, la tenue de sessions de formation au profit des staffs médicaux des EPH de Tissemsilt, Theniet El Had et Bordj Bounaâma, selon le même responsable.

La direction de la santé et de la population lancera bientôt la mise en oeuvre d'un plan d'action pour recenser les malades en impliquant des staffs médicaux exerçant dans la wilaya et les programmer pour des inter-

ventions neurochirurgicales.

Cette convention s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière visant, notamment la coopération de spécialistes avec des établissements de santé des régions des Hauts-Plateaux et du sud du pays et l'échange d'expériences entre hôpitaux du pays.

Bilal L.



Ghardaïa

Une récolte de près de 26.000 quintaux d'olives attendue

La cueillette des olives pourrait dépasser les 26.000 quintaux dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de l'actuelle campagne agricole, selon les prévisions de la direction locale des services agricoles (DSA).



Cette production prévisionnelle représentera une hausse de plus de 8% par rapport à celle de la dernière campagne agricole qui a connu une récolte de 23.816 QX, a indiqué à l'APS le responsable des statistiques à al DSA, Khaled Djebrit,

Elle devrait donner lieu à un rendement moyen de 26 quintaux à l'hectare, et cela en dépit d'une très faible pluviométrie et des fortes chaleurs d'été qu'a connues la région, a-t-il précisé.

Cette campagne concerne près de 192.720 oliviers productifs sur près de 384.780 pieds plantés ces dernières années, dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-il fait savoir.

Selon les prévisions de la DSA, de cette récolte de 26.000 QX d'olives prévues, 22.000 QX seront consommés comme olives de table et 4.000 QX pour l'extraction de près de 43.500 litres d'huile d'olive "vierge et bio",

par le biais de trois huileries modernes créées à Guerrara, Ghardaïa et Béni-Isguen.

Arbre atypique, l'olivier se comporte fort bien dans un milieu hostile et résiste à la sécheresse, au sol rocaillieux, tout comme il renaît du feu et du gel. Ses fruits se multiplient grâce à une taille experte, fait-on savoir.

L'oléiculture, qui constitue une des principales filières agricoles dans la wilaya de Ghardaïa, connaît un essor ces dernières années, et la superficie qui lui est consacrée est passée de 118 ha en 2004 à quelques 1.816 hectares aujourd'hui, a souligné M.Djebrit.

Les surfaces plantées d'oliviers sont en constante progression comme en témoignent les nombreuses rangées d'oliviers nouvellement plantées comme brise-vents autour des périmètres agricoles créés le long de la RN-1 entre Ghardaïa et El-Menea et à

Guerrara, où malgré l'absence de soins, leur fructification est relativement abondante, suscitant un engouement pour cet arbre noble.

La culture des olives ne cesse d'enregistrer des performances dans la région, à la faveur de la généralisation des moyens modernes d'irrigation et de la vulgarisation des itinéraires techniques de l'oléiculture auprès des agriculteurs et du respect des techniques de cueillette, de stockage et de trituration.

Des difficultés à trouver de la main-d'oeuvre pour la récolte

De nombreux cultivateurs approchés par l'APS craignent de ne pouvoir récolter toute leur production oléicole, la pénurie de main-d'œuvre représentant le plus grand défi posé pour l'avenir de l'agriculture dans la wilaya de Ghardaïa, estime Hadj Kada.

Les agriculteurs de Ghardaïa comptent sur les immigrants clandestins pour combler cette rareté de main d'œuvre et éviter que la production d'olive ne dépérisse dans les champs. Cette rareté est aussi ressentie dans la filière phoenicicole, a-t-il ajouté.

L'agriculture oasisienne dans la région de Ghardaïa repose sur les petites exploitations familiales dont les travaux agricoles sont essentiellement manuels exécutés par des membres masculins de la famille durant leur période de repos, ce qui affecte négativement les récoltes et production, indique-t-on.

L'intensification de la culture de l'olivier dans la wilaya doit être accompagnée par une formation des jeunes à l'oléiculture et l'introduction de la mécanisation pour la cueillette des fruits et éviter le dépérissement de la production, estime les services agricoles.

Les services agricoles et la conservation des forêts œuvrent à l'extension de l'olivier dans le sud de la wilaya de Ghardaïa, qui offre de nombreuses opportunités d'investissement et constituent des revenus substantiels pour de nombreux agriculteurs, fait-on savoir.

L'investissement dans la culture intensive de l'olivier peut aussi entraîner la création de nouvelles huileries, notamment au sud de la wilaya (Hassi-Lefhal et El-Menea), afin de renforcer la place de l'huile d'olive dans la vie économique locale et de booster la qualité de ce produit très prisé, poursuit-on.

Aussi, l'utilisation de la main d'œuvre féminine pour la cueillette dans la région d'El-Menea contribuera à l'amélioration des conditions de vie de la population et à la création d'emplois, en plus d'apporter un élément de solution au problème de la main d'œuvre, selon la même source.

R. G.

Khenchela

Distribution début novembre de plus de logements AADL

■ Plus de 650 logements location-vente de l'Agence nationale d'amélioration et développement du logement (AADL) seront distribués début novembre prochain, a indiqué dimanche le wali Kamel Nouicer.

La distribution de ces logements s'effectuera parallèlement à la remise des clés de logements publics locatifs (LPL) dont les attributaires ont déjà obtenu des arrêtés de prés affectation, a précisé le responsable de la wilaya dans son intervention sur les ondes de radio Khenchela à l'occasion de la journée nationale de la presse.

Le même responsable a déclaré que le travail est mené pour arrêter la liste des bénéficiaires de 1.903 logements LPL dans la commune de Kaïs qui sera affichée "dans les prochains jours".

Le wali a assuré aux citoyens de cette commune que ces logements iront à ceux qui les méritent annonçant la mise en chantier prochaine dans la même commune d'un nouveau quota de 400 logements LPL.

T. M.

Oran

Plus de 5.700 logements seront attribués

Plus de 5.700 logements seront attribués avant la fin de l'année en cours, a annoncé, dimanche, le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, en marge de la cérémonie marquant la journée nationale des journalistes.

Plus de 5700 logements seront attribués avant la fin de l'année en cours dont 3.500 de type social locatif, 1.500 unités de type AADL et plus de 700 autres unités de type promotionnel aidé (LPA), a indiqué le chef de l'exécutif de la wilaya, qui a saisi cette occasion pour présenter un bilan de ses activités durant ce dernier trimestre.

Le même responsable a ajouté qu'une nouvelle opération de relogement est en cours de préparation au niveau de Haï Essanouaber (ex-Les Planteurs), faisant partie du programme des 11.000 logements, initié dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire ainsi que la levée du gel des crédits de paiement notamment pour le financement de 1.500 logements,

un programme initié dans le cadre de la résorption du RHP, à Haï Sidi El Bachir (Bir El Djir).

Toujours concernant le logement, le wali a fait état de la libération des emprises pour la réalisation d'un programme supplémentaire de logements promotionnels aidés à l'initiative du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville. Ce programme pouvant accueillir sans contrainte aucune 10.000 logements dans ce segment et ce, à travers le territoire de la wilaya.

Il a également fait part du démarrage du programme de location-vente au douar Arrarsa, dans la daïra de Bethioua et ce, après 5 ans d'arrêt. Cette dernière opération vise à éradiquer prochainement l'habitat précaire dans cette zone.

Par ailleurs, le même bilan relève que dans le cadre de l'amélioration du service public, la réactivation de la commission de wilaya chargée des recours mise en place pour la régularisation des constructions

dans le cadre de la loi 15/08. Celle-ci a traité 43 dossiers dont plus 90 pour cent ont été régularisés.

S'agissant des constructions illicites, les services compétents ont enregistré 34 infractions, selon la même source qui fait état de 12 interventions, appuyées par la force publique, ayant permis la démolition de 122 constructions érigées en violation de la loi sur l'urbanisme dont des constructions nouvelles et autres avancées illégales sur la voie publique.

La dernière opération en date qui s'est déroulée la semaine passée au niveau de la ferme Khemisti qui a permis la démolition entre 26 constructions et fondations ainsi que l'arrestation de quatre escrocs qui s'adonnaient à la vente illégale d'assiettes de terrain, un fléau qui a pris une proportion alarmante touchant notamment les terres agricoles.

G. M.

CONFLITS ▶▶

Syrie

Dans la Ghouta assiégée, de l'eau bouillante pour dîner

Pour faire croire aux enfants qu'ils vont bientôt manger, Manal met de l'eau à bouillir sur le feu, tout en espérant qu'ils vont s'endormir. Dans la Ghouta orientale, région rebelle assiégée par le régime syrien, les pénuries s'aggravent.



« **E**n trois jours, ils n'ont mangé que du pain. Un voisin leur a donné de la farine », lâche la jeune maman, les larmes aux yeux, installée avec ses quatre enfants en bas âge à Hamouria, localité de la Ghouta orientale à l'est de Damas. Cette vaste région de près de 400.000 habitants tenue par la rébellion est assiégée depuis 2013 par le régime de Bachar al-Assad et l'aide humanitaire y parvient au compte-gouttes.

Résultat : les pénuries de nourriture et de médicaments se sont aggravées. Quand ils sont disponibles sur les marchés, notamment grâce à la contrebande, les produits se vendent à prix d'or. Plus d'un millier d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, a mis en garde l'Unicef.

Même si depuis juillet la Ghouta est une des quatre « zones de désescalade » instaurées en Syrie pour obtenir une trêve dans les combats, les besoins humani-

taires dans le secteur sont « énormes », et la situation pourrait rapidement prendre des « proportions tragiques », a souligné le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). « En 24 heures, on a pris un seul repas, qui ne peut pas suffire à rassasier les enfants », déplore le mari de Manal, Abou Azzam.

Pour survivre, le couple a vendu tous ses meubles. Dans la pièce principale, il ne reste plus qu'un modeste lit en fer, des matelas posés à même le sol, des chaises en plastique. Aux portes et aux fenêtres qui ont perdu leurs vitres, on a pendu des draps pour se protéger du vent de plus en plus automnal.

Infirme, Abou Azzam ne peut pas travailler et se déplace avec des béquilles depuis deux ans. Il a été blessé à une jambe lors d'une frappe aérienne contre leur ancienne maison. Dans le même raid, la famille a perdu un cinquième enfant et Azzam, huit ans, a été amputé de la jambe gauche.

Lui aussi se déplace à l'aide d'une béquille.

Besoins énormes

Autrefois région agricole fertile, la Ghouta orientale a été ravagée par des années de combats. Frappes aériennes et tirs d'artillerie du régime ont éventré les immeubles, tandis que des rues entières sont inhabitables.

Les infrastructures de base n'ont pas été épargnées : l'électricité est uniquement disponible grâce à des générateurs, et l'eau est difficilement potable et souvent vecteur de maladies.

En devenant une zone de désescalade, la Ghouta devait obtenir plus d'aide humanitaire, qui ne peut entrer dans la région que sur autorisation du régime.

« Les forces russes ont effectué deux distributions à des barages de contrôle, et puis plus rien », affirme le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), Rami Abdel Rahmane. Moscou, allié du régi-

me, avait négocié l'initiative des zones de désescalade avec l'Iran et la Turquie. Le dernier convoi d'aide humanitaire à être entré dans la Ghouta remonte à la fin septembre. Il transportait de la nourriture et des aides médicales pour quelque 25.000 personnes. « Les besoins humanitaires dans la Ghouta orientale sont énormes », reconnaît une porte-parole du CICR, Ingy Sedky, qui précise que « la situation est en train d'empirer ».

« De par notre expérience dans ces cas là, où la population dépend des approvisionnements en aide humanitaire pour ses besoins les plus basiques, nous savons que la situation peut se détériorer très rapidement, et atteindre des proportions tragiques », prévient-elle.

- Mère faible, enfant faible -

Dans ces conditions, des drames sont inévitables.

Ce week-end, deux nourrissons sont morts des suites de leur malnutrition, notamment la petite Sahar Dofdaa. Elle n'avait que 34 jours et les photos de son corps squelettique ont fait le tour du monde. Yahya Abou Yahya, médecin de Hamouria, explique que la malnutrition dont souffrent les mères qui allaitent leur nouveau-né est l'une des causes principales de la malnutrition infantile. « Les nutriments dont ont besoin les mères ne sont pas disponibles », déplore le médecin.

« La plupart souffrent d'anémie, de carence en vitamine A et D, de carence en fer », précise-t-il. « Leur corps est faible et le corps de leur enfant est donc faible ».

Autre facteur essentiel : une situation sanitaire déplorable et le manque d'eau potable, qui peuvent entraîner des diarrhées chez les nourrissons.

Ces trois derniers mois, 232 enfants ont souffert de malnutrition aiguë sévère, et 882 de malnutrition aiguë modérée, selon l'Unicef, qui précise que 1 589 autres enfants se trouvent dans une situation « à risque ».

« Je souhaite qu'un jour vienne où l'on pourra manger trois repas par jour », soupire Abou Azzam.

AFP

Corée du Nord

Une « menace sans précédent », selon Mattis et ses alliés

■ Le programme nucléaire militaire nord-coréen constitue une « menace grave et sans précédent » pour les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon, ont affirmé mardi les ministres de la Défense des trois pays.

Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, et ses homologues asiatiques se sont engagés lors d'une rencontre aux Philippines à accroître les pressions diplomatiques contre Pyongyang et à renforcer leur coopération militaire.

Les tensions sont particulièrement fortes depuis près de deux ans dans la péninsule en raison de l'intensification des programmes nucléaires et balistique de la Corée du Nord, pourtant interdits par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Et le climat s'est encore dégradé ces derniers mois du fait du sixième essai nucléaire et de deux tests de missiles intercontinentaux nord-coréens, ainsi que des déclarations belliqueuses du président américain Donald Trump et du leader nord-coréen, Kim Jong-Un.

« Les trois ministres ont condamné, dans les termes les plus forts, les actions provocatrices continues de la Corée du Nord », peut-on lire dans le communiqué signé de M. Mattis et de ses homologues japonais et sud-coréen Itsunori Onodera et Song Young-Moo.

« Les ministres appellent la Corée du Nord à renoncer à ses programmes nucléaires et balistiques interdits de façon complète, vérifiable et irréversible », indique le texte publié après leur rencontre à Clark, dans le nord des Philippines.

Les trois alliés se sont aussi engagés à mettre en oeuvre les sanctions des Nations unies contre le Nord et à intensifier les échanges d'informations.

M. Mattis réalise une tournée asiatique qui le conduira à Séoul pour des discussions sur les questions de défense, en amont d'une visite de M. Trump le mois prochain.

Lundi, les 10 ministres de la Défense de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) réunis à Clark ont exhorté Pyongyang dans une déclaration commune à respecter ses obligations internationales.

« Nous faisons part de nos graves préoccupations quant à l'escalade des tensions sur la péninsule coréenne, y compris le lancement de missiles balistiques intercontinentaux par la République populaire et démocratique de Corée (RPDC) en plus de ses essais nucléaires et tirs de missiles balistiques », peut-on lire dans la déclaration.

« Nous exhortons fortement la RPDC à se conformer immédiatement à ses obligations spécifiées par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ».

AFP

La coalition anti-EI dément des raids meurtriers sur Deir Ezzor

La coalition internationale antijihadistes menée par Washington a démenti mardi avoir mené des raids aériens meurtriers la veille sur la ville syrienne de Deir Ezzor, largement contrôlée par le régime mais où le groupe Etat islamique (EI) maintient une présence. Lundi soir, des frappes aériennes ont visé un quartier tenu par le régime de Bachar al-Assad à Deir Ezzor, dans l'est de la Syrie. Ces frappes « non-identifiées » ont tué 22 civils et pourraient avoir visé la mauvaise cible par erreur, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Mais un responsable local du régime syrien et la télévision d'Etat ont accusé la coalition internationale conduite par les Etats-Unis d'avoir mené ces raids. Ces sources ont fait

état pour leur part d'un bilan de 14 morts et 30 blessés.

« Les allégations selon lesquelles une frappe de la coalition pourrait avoir tué 14 civils à Deir Ezzor sont fausses », a indiqué à l'AFP, le porte-parole de la coalition internationale, le colonel Ryan Dillon.

« Les forces prorégime appuyées par la Russie mènent des opérations dans la ville de Deir Ezzor, et la coalition n'apporte aucun soutien aux opérations prorégime », a ajouté le porte-parole.

Les forces du régime syrien poursuivent une offensive pour reconquérir dans son intégralité la capitale provinciale de Deir Ezzor. L'immense majorité de la ville est sous contrôle du régime, mais environ 8% de la cité reste aux

mains de l'EI, soit une poignée de quartiers, selon l'Osdh.

La province de Deir Ezzor, riche en pétrole et frontalière de l'Irak, est actuellement le théâtre de deux offensives distinctes visant à reprendre aux jihadistes de l'EI les territoires sous leur contrôle.

L'une est menée par les forces du régime, appuyées par l'aviation russe, l'autre par les combattants kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenus par la coalition internationale.

Une « ligne » destinée à éviter les incidents entre les différents acteurs engagés à Deir Ezzor a été établie, selon la coalition internationale, mais ces derniers mois quelques accrochages ont pu avoir lieu.

AFP

Kenya

L'Occident sonne l'alarme à l'approche de la présidentielle

Vingt ambassadeurs occidentaux ont dénoncé lundi la "détérioration de l'environnement politique" au Kenya et appelé les responsables de tous bords à calmer les esprits à l'approche de la présidentielle de jeudi, organisée à la suite de l'invalidation en justice de la réélection du président Uhuru Kenyatta.



Après des semaines d'invectives entre pouvoir et opposition, de nombreuses questions subsistent sur le déroulement du scrutin de jeudi, notamment en raison du retrait du principal opposant, Raila Odinga, qui estime que les conditions ne sont pas réunies pour un scrutin crédible. L'élection a été préparée dans la hâte par la Commission électorale (IEBC) afin de respecter la date limite prévue par la Constitution, tout en tentant de gommer les "irrégularités" ayant mené la Cour suprême à invalider le scrutin du 8 août. Les diplomates occidentaux ont d'ailleurs soutenu lundi que si l'IEBC estime ne pas être prête à organiser l'élection, elle doit se tourner vers la Cour suprême pour obtenir un report au-delà du 31 octobre. C'est à cette date qu'expirera le délai constitutionnel de 60 jours prévu pour l'organisation d'une nouvelle présidentielle en cas d'invalidation du précédent scrutin.

"Cela ne nous poserait pas de problème", a assuré l'ambassadeur américain au Kenya, Robert Godec, s'exprimant au nom de 20 ambassadeurs occidentaux, dont celui de l'Union européenne, et semblant de la sorte se joindre du bout des lèvres aux appels de plus en plus nombreux en faveur d'un report de l'élection.

Lundi, cet appel a été formulé notamment par l'organisation kényane Nous-le-Peuple, regroupant des membres de la société civile, des médias, du monde académique et de

syndicats, et par le centre d'analyse International Crisis Group (ICG), selon lequel un report "aiderait à éviter une crise au Kenya", dix ans après les pires violences post-électorales de l'histoire du pays (1.100 morts).

Au moins 40 morts

L'annulation historique de la présidentielle, le 1er septembre, avait été une victoire majeure pour l'opposant Raila Odinga, mais ce dernier a depuis annoncé ne pas vouloir participer à la nouvelle élection, soutenant que l'IEBC - accablée par la Cour suprême pour sa gestion du scrutin - n'a pas mené les réformes nécessaires pour garantir un scrutin libre, juste et crédible.

La coalition d'opposition NASA a appelé ses partisans à de nouvelles manifestations à partir de mardi contre l'IEBC "jusqu'à ce que les changements nécessaires" aient été effectués. Et M. Odinga a promis de précéder mercredi la marche à suivre pour ses partisans.

Au moins 40 personnes ont été tuées depuis le 8 août, la plupart dans la répression brutale des manifestations par la police, selon les organisations de défense des droits de l'Homme. Lundi, le ministre de l'Intérieur, Fred Matiangi, a assuré que toute manifestation serait interdite à partir de lundi minuit, date à laquelle se termine officiellement la campagne électorale.

Signe de la profonde tension entre les

deux camps, la sœur de M. Odinga, Ruth Odinga, a été inculpée lundi d'incitation à la violence. "La détérioration de l'environnement politique mine les préparatifs de la nouvelle élection présidentielle", a soutenu M. Godec, épinglant à la fois l'opposition et le parti au pouvoir. "La rhétorique incendiaire, les attaques contre les institutions et l'insécurité croissante, tout cela rend la tenue d'un scrutin juste et crédible plus difficile".

M. Godec a à cet égard appelé le président Kenyatta à ne pas signer des amendements controversés à la loi électorale adoptés dans l'urgence par le Parlement, dominé par le parti Jubilee.

Démission

"Les attaques contre le personnel de l'IEBC doivent cesser", a ajouté M. Godec. "Personne n'est obligé de briguer un mandat ou de voter (...), mais personne ne devrait faire usage de la violence ou de l'intimidation pour perturber le droit des autres personnes à voter ou à participer" au scrutin.

Si l'IEBC n'a pas accédé à certaines requêtes majeures de l'opposition, dont l'éviction de nombreux responsables et le choix de nouveaux fournisseurs de matériel électoral, M. Godec a souligné que certaines mesures avaient été prises par l'IEBC en vue du nouveau scrutin.

Le 18 octobre, une des commissaires de l'IEBC a toutefois démissionné, estimant impossible la tenue d'un scrutin crédible,

alors que le président de la commission, Wafula Chebukati, s'est estimé incapable, en l'état, de garantir l'équité de l'élection.

M. Odinga, 72 ans et déjà trois fois candidat malheureux à la présidence, estime que son retrait, qu'il n'a cependant pas formalisé, devrait entraîner l'annulation du scrutin et l'organisation d'un tout nouveau processus électoral. Cette solution est rejetée par M. Kenyatta, 55 ans, qui insiste sur la tenue du scrutin le 26 octobre.

AFP

RDC

La MONUSCO demande la libération immédiate de militants de l'opposition

■ La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a condamné lundi l'arrestation de nombreux militants de l'opposition par les forces de défense et de sécurité congolaises, dimanche à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga.

"Ces militants du Rassemblement des forces acquises au changement participaient à une réunion privée au siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS)", a précisé la MONUSCO dans un communiqué de presse. "Trois véhicules de la Police nationale congolaise (PNC) sont arrivés sur les lieux pour les encercler avant de faire appel à une unité commando des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) pour forcer l'entrée du lieu de réunion dans lequel les militants s'étaient barricadés. Les forces de défense et de sécurité ont alors arrêté de nombreux militants", a ajouté la mission onusienne.

"Je demande instamment aux autorités congolaises la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées arbitrairement hier à Lubumbashi", a déclaré le représentant spécial du secrétaire général en RDC et chef de la MONUSCO, Maman Sidikou. "Je rappelle également aux autorités congolaises leurs obligations de garantir les libertés publiques et les droits civils et politiques à tous, conformément à la Constitution et aux engagements internationaux de la RDC." La MONUSCO s'est dite "vivement préoccupée" par les actes continus d'intimidation à l'encontre des membres de l'opposition. La MONUSCO a rappelé "la responsabilité qui incombe aux autorités congolaises de garantir la protection de tous les citoyens en toute circonstance et de prendre les mesures nécessaires pour faire la lumière sur ces incidents". Elle a déploré, en outre, les restrictions à la liberté de mouvement imposées à Kyungu wa Kamwanza, président national du parti politique d'opposition Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC) et assigné de fait à résidence depuis plusieurs mois. "De telles restrictions aux libertés fondamentales sont incompatibles avec les efforts en cours pour promouvoir le dialogue et la sérénité nécessaires à la tenue d'élections libres, crédibles et indépendantes dans un délai raisonnable", a dit M. Sidikou. "J'exhorte une nouvelle fois les autorités congolaises à urgemment mettre en oeuvre des mesures de déescalade politique et à ouvrir l'espace démocratique", a-t-il conclu.

R. A.

Gabon/violences post-électorales

Le gouvernement rejette toute autre "enquête internationale" que la CPI

Le Gabon ne donnera suite "à aucune demande d'enquête internationale" sur les violences post-électorales d'août et septembre 2016 autre que l'enquête en cours de la Cour pénale internationale (CPI), a déclaré lundi le porte-parole du gouvernement en réponse à une requête de l'Union européenne (UE).

Mercredi dernier, dans un communiqué publié à Libreville, la délégation de l'UE dans le pays avait "insisté" de nouveau sur la nécessité d'une "enquête indépendante portant sur ces faits".

"Nous sommes surpris de cette demande, alors que le Gabon a déjà saisi, de sa propre initiative, la CPI, seul juge international reconnu par tous", a réagi au cours d'une conférence de presse le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Alain-Claude Bilie By Nze.

"Nous nous en tiendrons à ce que dira la CPI. Nous n'entendons, à ce stade, n'accéder à aucune autre demande d'enquête internationale", a souligné M. Bilie By Nze,

déplorant une "communication intempestive" de part de l'UE.

L'annonce de la réélection du président Ali Bongo Odimba, le 31 août 2016, avait provoqué des violences inédites: manifestations contre le pouvoir, interpellations par certaines, Assemblée nationale incendiée, assaut des forces de sécurité contre le QG du rival du président, Jean Ping.

Le gouvernement a fait état de trois morts. Une partie de l'opposition et de la société civile affirme avoir identifié une trentaine de morts et parle de disparus.

En décembre dernier, une mission électorale de l'UE avait conclu que le scrutin avait été entaché "d'anomalies" qui "mettent en question l'intégrité du processus de consolidation des résultats et du résultat final de l'élection". Les autorités gabonaises ont dénoncé à plusieurs reprises une "ingérence" de l'UE.

La délégation européenne au Gabon est engagée depuis début octobre dans un "dialogue politique intensifié" (DPI)

avec Libreville, qui se poursuit sur les questions des "droits de l'homme et des libertés fondamentales".

"Le Gabon s'est engagé de bonne foi à participer pleinement" à ce dialogue, a réaffirmé M. Bilie By Nze. "Cependant, le Gabon est un Etat souverain. Nous n'accepterons aucun diktat ou une quelconque forme de mainmise. (...) Il n'est pas question que l'UE au Gabon devienne juge et se transforme en tribunal".

"Un travail est en train d'être fait (...), des mécanismes d'apaisement ont été mis en place pour ramener la sérénité dans le pays: dialogue avec l'opposition, ouverture des institutions à ses représentants, projet de réforme constitutionnelle, etc. Nous sommes engagés à aller au bout de ce processus", a assuré le porte-parole.

La demande de l'UE "nous ramène au point de départ, comme si rien n'avait été fait", a-t-il conclu.

AFP

Afghanistan : la première guerre de l'Otan en-dehors de l'aire euro-atlantique

Le motif réel de l'intervention USA/Otan en Afghanistan n'est pas sa libération des taliban, qui avaient été entraînés et armés au Pakistan dans une opération dirigée par la CIA pour conquérir le pouvoir à Kaboul, mais l'occupation de cette aire de première importance stratégique pour les États-Unis.

Par Manlio Dinucci

L'Afghanistan est au carrefour entre le Moyen-Orient, l'Asie centrale, méridionale et orientale. Dans cette aire (dans le Golfe et dans la Caspienne) se trouvent les plus grandes réserves pétrolifères du monde. Se trouvent aussi trois grandes puissances - Chine, Russie et Inde - dont la force est en train de s'accroître et d'influer sur l'organisation du monde. Comme l'avait prévu le Pentagone dans son rapport du 30 septembre 2001, " la possibilité existe qu'émerge en Asie un rival militaire avec une formidable base de ressources ".

La décision de délocaliser des forces en Afghanistan, comme premier pas pour étendre la présence militaire étasunienne en Asie centrale, va être prise à Washington non pas après le 11 septembre, mais avant. C'est ce que révèlent des sources fiables, selon lesquelles " le président Bush, deux jours avant le 11 septembre, était sur le point de signer un plan détaillé qui prévoyait des opérations militaires en Afghanistan " (NBC News, 16 mai 2002) : avant donc l'attaque terroriste qui officiellement motive la guerre en Afghanistan, était déjà sur la table du président " le plan de guerre que la Maison-Blanche, la CIA et le Pentagone ont mis en acte après le 11 septembre ". Dans la période



précédant le 11 septembre 2001, apparaissent en Asie de forts signaux d'un rapprochement entre Chine et Russie, qui se concrétisent quand, le 17 juillet 2001, les présidents Jiang Zemin et Vladimir Poutine signent à Moscou le "Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération", défini comme une " pierre angulaire " dans les relations entre les deux pays. Sans toutefois le déclarer, Washington considère le rapprochement entre Chine et Russie comme un défi aux intérêts étasuniens en Asie, au moment critique où les États-Unis essaient d'occuper, avant d'autres, le vide que la désagrégation de l'URSS a laissé en Asie centrale. Une position géostratégique clé pour le contrôle de cette aire est celle de l'Afghanistan.

Sous la motivation officielle de pourchasser Ossama Ben Laden, désigné comme mandant des attaques du 11 septembre à New

York et Washington, la guerre commence le 7 octobre 2001 avec le bombardement de l'Afghanistan effectué par l'aviation étasunienne et britannique. Précédemment on a infiltré en territoire afghan des forces spéciales avec la mission de préparer l'attaque avec l'Alliance du nord, et d'autres formations anti-talibans. Sous les bombardements massifs et l'offensive terrestre de l'Alliance du nord, les forces talibanes, à qui se joignent des volontaires provenant du Pakistan et d'autres pays, sont contraintes à abandonner Kaboul le 13 novembre.

Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise alors, par la résolution 1386 du 20 décembre 2001, la constitution de l'Isaf (Force internationale d'assistance à la sécurité). Sa mission est d'assister l'autorité afghane par intérim à Kaboul et environs. Selon l'article VII de la Charte des Nations

unies, l'emploi des forces armées mises à disposition par des membres de l'ONU pour de telles missions doit être établi par le Conseil de sécurité assisté par le Comité d'état-major, composé des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil de sécurité. Même si ce Comité n'existe pas, l'Isaf reste jusqu'en août 2003 une mission ONU, dont la direction va être confiée successivement à Grande-Bretagne, Turquie, Allemagne et Hollande. Mais soudain, le 11 août 2003, l'Otan annonce avoir "pris le rôle de leadership de l'Isaf, force sous mandat ONU ". C'est un véritable coup de force : aucune résolution du Conseil de sécurité n'autorise l'Otan à prendre le leadership, c'est-à-dire le commandement, de l'Isaf. C'est seulement après coup, dans la résolution 1659 du 15 février 2006, que le Conseil de sécurité " reconnaît l'engagement

continu de l'Otan dans la direction de l'Isaf ".

Depuis le 11 août 2003 ce n'est plus l'ONU qui dirige la mission mais l'Otan : le quartier général de l'Isaf se trouve en fait inséré dans la chaîne de commandement de l'Otan, qui choisit tour à tour les généraux à mettre à la tête de l'Isaf. Comme le souligne un communiqué officiel, " L'Otan a assumé le commandement et la coordination de l'Isaf en août 2003 : cette mission est la première en dehors de l'aire euro-atlantique dans l'histoire de l'Otan ". La mission Isaf se trouve donc insérée dans la chaîne de commandement du Pentagone. Dans cette même chaîne de commandement sont insérés les militaires italiens assignés à l'Isaf, avec hélicoptères et avions, y compris chasseurs-bombardiers Tornado.

M. D.

Le réarmement USA anti-russe est bipartisan

Par Manlio Dinucci

Les Démocrates, qui chaque jour attaquent le républicain Trump pour ses déclarations belliqueuses, ont voté au Sénat avec les Républicains pour augmenter en 2018 le budget du Pentagone à 700 milliards de dollars, 60 milliards de plus que ce qu'avait demandé Trump. En ajoutant les 186 milliards annuels pour les militaires retraités et autres postes, la dépense militaire totale des États-Unis se monte à environ 1 000 milliards, c'est-à-dire un quart du budget fédéral. Le vote à l'unanimité du Comité des services armés, formé de 14 sénateurs républicains et 13 démocrates, a été décisif.

Le Comité souligne que "les États-Unis doivent renforcer la dissuasion face à l'agression russe : la Russie continue à occuper la Crimée, à déstabiliser l'Ukraine, à menacer nos alliés Otan, à violer le Traité Inf de 1987 sur les forces nucléaires à distance intermédiaire, et à soutenir le régime d'Assad en Syrie". Il accuse

en outre la Russie de mener "une attaque sans précédent contre nos intérêts et valeurs fondamentales", en particulier à travers "une campagne visant à miner la démocratie américaine". Véritable déclaration de guerre, avec laquelle la coalition bipartisane justifie la montée en puissance de toute la machine de guerre étasunienne. Voici quelques uns des postes de dépense dans l'année fiscale 2018 (commencée le 1^{er} octobre 2017) : 10,6 milliards de dollars pour acheter 94 chasseurs F-35, 24 de plus que requis par l'administration Trump ; 17 milliards pour le "bouclier anti-missiles" et les activités militaires spatiales, 1,5 de plus que le chiffre requis par l'administration ; 25 milliards pour construire 13 navires de guerre, cinq de plus que requis par l'administration.

Des 700 milliards du budget 2018, 640 servent principalement à l'achat de nouveaux armements et à l'entretien du personnel militaire, dont les soldes sont augmentées portant le coût annuel à 141 milliards ; 60 milliards servent aux opérations guerrières en Syrie, Irak,

Afghanistan et ailleurs. En outre 1,8 milliards sont destinés à l'entraînement et l'équipement de formations armées sous commandement USA en Syrie et Irak, et 4,9 milliards au "Fonds pour les forces de sécurité afghanes".

Pour l'"Initiative de réassurance européenne", lancée en 2014 par l'administration Obama après "l'agression revancharde russe contre l'Ukraine", sont destinés, en 2018, 4,6 milliards : ils servent à augmenter la présence de forces blindées étasuniennes et le "prépositionnement stratégique" d'armements étasuniens en Europe. Pour fournir une "assistance létale" (c'est-à-dire des armements) à l'Ukraine ce sont 500 millions de dollars qui sont alloués.

L'augmentation du budget du Pentagone entraîne celles des autres membres de l'Otan sous commandement USA, Italie comprise dont la dépense militaire, des actuels 70 millions d'euros par jour, devra monter jusqu'à 100 environ.

En même temps le budget du Pentagone

présente ce qui se prépare pour l'Italie. Parmi les postes de dépense mineures, mais pour autant non moins importantes, se trouvent 27 millions de dollars pour la base d'Aviano, preuve que continue sa potentialisation en vue de l'installation des nouvelles bombes nucléaires B61-12, et 65 millions pour le programme de recherche et développement d' "un nouveau missile avec base à terre à portée intermédiaire pour commencer à réduire l'écart de capacité provoqué par la violation russe du Traité Inf".

En d'autres termes, les États-Unis ont un programme de déploiement en Europe de missiles nucléaires analogues aux Pershing 2 et aux Cruise des années 1980, ces derniers installés aussi à l'époque en Italie à Comiso. C'est ce que nous annonce du Sénat des États-Unis, avec son vote bipartisan unanime, le Comité sur les services armés.

M. D.

Le cinéma de Bollywood demeure résolument sexiste

Malgré la part belle qu'il donne (en apparence) aux femmes, le cinéma Bollywoodien véhicule de nombreux stéréotypes de genre et reflète le sexisme de la société indienne.



Quand on pense à Bollywood, les premières images qui nous viennent à l'esprit sont celles de femmes resplendissantes, aux parures colorées, aux bijoux spectaculaires et aux mouvements de danse envoûtants. Si les personnages féminins peuvent, dans l'imaginaire collectif, être perçus comme les héroïnes du "cinéma hindi", ce dernier leur accorde, en réalité, un statut beaucoup moins reluisant.

À l'image d'une société indienne ultra-conservatrice au sein de laquelle la condition des femmes est critiquable à bien des égards, les films Bollywoodiens véhiculent bien souvent des valeurs profondément sexistes. Et, contrairement aux idées reçues, font tout sauf donner la part belle aux personnages féminins. La preuve en quelques chiffres.

L'affiche, mais pas l'intrigue

En Inde, le cinéma est bien plus qu'un art ou qu'une source de divertissement. C'est un élément constitutif de la culture nationale qui occupe une place de choix dans le quotidien des Indiens. D'où l'importance de prendre en considération les idées qu'il diffuse.

Comme l'explique le site Quartz India, les films de Bollywood s'appuient, en apparence, sur des héroïnes féminines. Telle la

sublime Aishwarya Rai, les actrices-stars sont utilisées comme argument de vente.

Dans les bandes-annonces et sur les affiches de films, elles sont mises en avant, en parfaits appâts commerciaux. Une exposition qui tient toutefois moins de la glorification de leurs rôles que de l'instrumentalisation de leur beauté.

Ainsi, comme le démontre une étude analysant la problématique de genre dans près de 4.000 films de Bollywood depuis 1970, les synopsis se concentrent en fait essentiellement autour des protagonistes masculins: en moyenne, les rôles féminins sont mentionnés à 15 reprises dans les résumés de film de Wikipédia, contre 30 fois pour les hommes.

Selon Nishtha Madaan, employée d'IBM India et co-rédactrice de l'étude:

"Ils basent leur pub sur les actrices, mais quand il s'agit de l'intrigue, ces dernières sont reléguées au second plan."

La personnalité des protagonistes, reflet des stéréotypes de genre

Les scénaristes attribuent généralement à leurs personnages féminins des caractéristiques stéréotypées. Vues comme "le sexe faible", les femmes sont principalement louées pour leur physique et leur sex-appeal. Les hommes sont quant à eux forts et courageux.

Les mots qui reviennent le plus dans la bouche de

ces derniers sont "tuer" et "abattre"; les femmes parlent quant à elles d'"amour" et de "mariage"... À l'écran, elles sourient davantage que leurs compères et n'expriment que rarement de la colère.

Selon une étude similaire datant de 2012, la femme idéale est dépeinte comme obéissante, chaste, et sait se sacrifier. Les anti-héroïnes sont, elles, "individualistes, sexuellement agressives et ont des moeurs occidentales".

Un billet sur les stéréotypes de genre véhiculés par Bollywood souligne quant à lui l'ambition et la soif de carrière des personnages masculins, dans l'ombre desquels évoluent leurs compagnes, leurs soeurs, leurs filles, etc. À titre d'exemple, un homme sera qualifié, dans un synopsis, de "célèbre professeur". Une femme, de "pas très jolie".

L'absence de parité à l'écran

La base de données d'IBM, qui recense des milliers de longs-métrages et 880 bande-annonces de films Bollywoodiens sortis entre 2008 et 2017, prouve que les femmes sont reléguées à des personnages secondaires (femme de, mère de, etc.). Par exemple, 32% des personnages masculins sont docteurs, contre seulement 3% des personnages féminins.

Le chant et les chorégraphies occupent une place décisive dans le

cinéma de Bollywood. Là-encore, les femmes sont quantitativement moins présentes sur la BO des films, qui accordent plus de scènes musicales aux hommes.

Enfin, sans surprise, les inégalités se retrouvent également dans la production, réalisation et scénographie des œuvres. Ce qui, en toute logique, ne fait que perpétuer cette répartition inégale des rôles et les dogmes sexistes véhiculés.

Vers une amélioration ?

Malgré ce portrait très sombre de l'égalité des sexes à Bollywood, Nishtha Madaan se veut optimiste. Et pour cause: plusieurs grandes actrices indiennes, comme Anushka Sharma (avec le film *NH10*), Kangana Ranaut (avec *Queen*) ou Vidya Balan (avec *Kahaani*), ont récemment privilégié des scénarios construits autour d'un protagoniste féminin.

Et les films dont le rôle principal est endossé par une femme seraient en augmentation depuis quelques années, comme l'illustrent, selon cette experte, les films *Neerja*, *Nil Battey Sannata*, *Margarita with a Straw*, *Dear Zindagi* et d'autres.

Dans les années 1970, seuls 7% des rôles principaux étaient féminins. Ils sont 11,9% en 2015-2017. Encore un peu de chemin à faire.

Slate

Ksenia Sobtchak, de la télé-réalité à l'opposition à Poutine

Par Daniel Vernet

La journaliste et mannequin, Ksenia Sobtchak, l'a officialisé : elle se présente à l'élection présidentielle prévue pour mars 2018.

En novembre dernier, les Américains ont élu un président qui se fit notamment connaître du grand public en animant une émission de télé (*The Apprentice*). Les Russes pourraient avoir la même «chance» à l'élection présidentielle du 18 mars 2018. Du moins si la candidature de Ksenia Sobtchak va jusqu'au bout, ce qui est loin d'être acquis.

Journaliste de télévision, mannequin - en 2006, elle a fait la «une» de l'édition russe du magazine *Playboy* - enrichie grâce aux privatisations postcommunistes, la jeune femme vient d'annoncer qu'elle se lançait dans la course présidentielle contre Vladimir Poutine. Le monde politique ne lui est pas totalement étranger. Ksenia Sobtchak est la fille d'Anatoli Sobtchak, le premier maire de Saint-Petersbourg élu démocratiquement à la fin de l'URSS.

Sur son compte Instagram où elle présente des défilés de la mode parisienne, des yachts, des restaurants chics et des sites de remise en forme pour milliardaires (en roubles), elle compte plus de 5 millions de followers. De quoi ringardiser à 36 ans les habituels candidats qui se présentent régulièrement depuis près de 30 ans, à commencer par le populiste de droite Jirinovski ou le communiste Ziouganov.

Connexions familiales

Les relations avec Poutine de celle qu'on surnomme la «Paris Hilton russe» sont plus ambiguës. Certains croient savoir à Moscou que le président russe serait même son parrain. Elle dément. Il n'en reste pas moins que Vladimir Poutine doit sa carrière politique au père de Ksenia, une des personnalités les plus en vue des milieux «libéraux» au tournant des années 1980-1990.

Quand il accède à la mairie de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak appelle auprès de lui le jeune colonel des services secrets qui vient de rentrer de Dresde à la suite de la réunification de l'Allemagne. Il a été son professeur de droit, quelques années auparavant, à l'université du KGB. Profitant de ses connaissances d'allemand, il le nomme aux relations internationales de la ville. Vladimir Poutine en joue pour se créer un réseau de soutiens et arrondir ses fins de mois avec des contrats juteux.

Pendant la présidence Eltsine, Sobtchak tombe en disgrâce. Poursuivi pour corruption il se réfugie quelques temps à Paris et meurt en 2010 dans des circonstances troubles -des indices laissent à penser qu'il aurait été empoisonné-, après avoir soutenu l'arrivée au pouvoir de son protégé.

Sparing partner ?

De là à nourrir le soupçon que la candidature de Ksenia est une invention du régime destinée à apporter un peu de lustre et de suspense à une élection présidentielle menacée par l'ennui tant la réélection de Vladimir Poutine, au pouvoir depuis 18 ans, semble inévitable, il n'y a qu'un pas que l'opposition «libérale» a tout de suite franchi. Alexeï Navalny, l'opposant historique, étant interdit de se présenter à cause de condamnations qui se succèdent pour des prétextes divers, son porte-parole dénonce «une farce».

Depuis quelques temps déjà la presse russe se faisait l'écho des manœuvres du Kremlin pour désigner un candidat ou une candidate qui puisse tenir, avec un minimum de crédibilité, le rôle de sparing partner de Poutine. Le nom de Ksenia Sobtchak revenait souvent. Déjà en 2004, le pouvoir avait suscité la candidature d'Irina Khakamada, afin de donner une coloration pluraliste à un scrutin joué d'avance. La jeune femme avait obtenu 3,8% des voix.

Du point de vue du Kremlin, Ksenia Sobtchak présente l'avantage d'avoir été une des figures, certes contestée, des manifestations de 2011 et de 2012 contre les manipulations des élections législatives et présidentielle. Elle a perdu son émission à la télévision nationale à la suite de ces protestations et travaille maintenant pour Dozh (la pluie), une petite chaîne critique diffusée par internet. Ce qui lui donne une certaine légitimité dans l'opposition.

Candidater, mission (presque) impossible

Mais cet avantage pourrait devenir un inconvénient si elle venait à prendre sa mission rôle trop au sérieux ou s'il apparaissait que sa candidature cristallise autour d'elle un mouvement d'ampleur. Pas assez puissant selon toute vraisemblance pour menacer la réélection de Vladimir Poutine mais suffisamment fort pour le priver d'une victoire écrasante.

En cas de danger, le pouvoir dispose de tous les moyens pour torpiller l'aventure. Afin d'être candidat à la présidentielle, il faut être présenté par un parti de la Douma ou recueillir 300 000 signatures venant d'au moins 40 régions. L'obstacle sera plus difficile à franchir que le financement de la campagne elle-même, évaluée à 15 millions d'euros. Des oligarques russes sont prêts à payer surtout si le candidat ou la candidate est adoubé(e) par le Kremlin.

Pour montrer le sérieux de ses projets, Ksenia Sobtchak s'est assuré les conseils de Vitali Shklierov, un Biélorusse de 41 ans, qui a participé à la campagne de Bernie Sanders aux Etats-Unis. Et qui a organisé la campagne du millier de candidats indépendants aux récentes élections municipales à Moscou, assurant le succès d'un autre opposant à Vladimir Poutine, l'ancien député Dmitri Goudkov. Cependant, Ksenia Sobtchak a laissé entendre qu'elle pourrait se retirer de la course si Alexeï Navalny était en mesure de se présenter. Les grandes manœuvres ont commencé.

Etats-Unis

Les cartels mexicains dominent le marché de la drogue

Les cartels mexicains sont de loin ceux qui font entrer le plus de drogue aux Etats-Unis et leur développement sur ce marché va se poursuivre à court terme, révèle lundi l'agence antidrogue américaine (DEA).

Les organisations criminelles transnationales mexicaines continuent de constituer la plus grande menace criminelle en matière de drogues aux Etats-Unis; aucun autre groupe n'est actuellement en mesure de les défer", assure la DEA dans son rapport annuel sur le trafic de drogue.

Selon l'agence, les cartels mexicains contrôlent les "lucratives" routes de ce trafic, en particulier le long de la frontière sud-ouest des Etats-Unis, ce qui leur permet de faire entrer "des quantités importantes" d'héroïne, de cocaïne, de méthamphétamines, de cannabis et possiblement de fentanyl, un stupéfiant synthétique cinquante fois plus puissant que l'héroïne.

Les organisations criminelles mexicaines contrôlent également les routes sur le sol américain par lesquelles la drogue est acheminée vers sa destination finale, indique le rapport qui souligne "la portée et l'ampleur de la crise des opioïdes en cours aux Etats-Unis".

"Les cartels mexicains continueront probablement à exercer une influence dominante sur l'importation et la distribution en gros



de cannabis, de cocaïne, de méthamphétamines et d'héroïne sur les marchés américains à court terme", estime l'agence américaine. Le document souligne que ces dernières années, ces organisations mexicaines ont étendu leur sphère d'influence à différentes régions des Etats-Unis, y compris la Nouvelle-Angleterre, sur la côte est. En outre, leur part de marché a augmenté, notamment en ce qui concerne l'héroïne et la méthamphétamine. Cette prédominance des cartels mexicains aux Etats-Unis résulte de "l'infrastructure logistique" dont ils disposent au niveau national et de leur interaction avec des gangs et groupes locaux. La DEA précise que six cartels mexicains dominent le marché de la drogue aux Etats-Unis et estime que le cartel de Sinaloa est le plus présent, notamment dans les villes de Phoenix (Arizona, sud), Los Angeles (Californie, ouest), Denver (Colorado, ouest) et Chicago (Illinois, nord). Ces cartels ont un pouvoir territorial important dans les "grandes

régions" du Mexique en termes de culture et de production, souligne le document. Le président améri-

cain Donald Trump souhaite construire un mur le long de la frontière mexicaine afin d'arrêter

l'immigration clandestine et d'empêcher le trafic de drogue.

AFP

Chine

Le nom de Xi Jinping inscrit dans la constitution du PCC

Les délégués du Parti communiste chinois (PCC), réunis pour leur XIXe Congrès, ont approuvé mardi un amendement inscrivant le nom du président Xi Jinping et sa doctrine dans la charte du parti.

Xi Jinping est le premier dirigeant à bénéficier d'un tel honneur alors qu'il est encore en fonction, depuis le fondateur de la République populaire de Chine, Mao Zedong. L'amendement adopté mardi à l'unanimité stipule que la "Pensée de Xi Jinping sur le socialisme avec les caractéristiques chinoises pour une Nouvelle ère" sera l'un des principes directeurs du parti. Le PCC dévoilera mercredi à midi (04h00 GMT) la composition du comité permanent du bureau politique, qui représente le sommet du pouvoir en Chine. L'actuel comité permanent du bureau politique compte sept membres: Xi Jinping, le Premier ministre Li Keqiang, Zhang Dejiang, Yu Zhengsheng, Liu Yunshan, Wang Qishan et le vice-Premier ministre Zhang Gaoli. D'ores et déjà, le PCC a dévoilé son nouveau comité central, la plus large

- en termes d'effectifs - de ses instances dirigeantes, avec 200 membres environ. Le nouveau comité ne comprend pas Wang Qishan, le chef de la lutte anticorruption, qui est membre du comité permanent du bureau politique actuel. Cela signifie qu'il ne siègera pas au comité permanent qui sera annoncé mercredi.

Guo Shuqing, principal régulateur du secteur bancaire, et le banquier Jiang Chaoliang, tous deux bien placés pour succéder à Zhou Xiaochuan comme gouverneur de la banque centrale, font leur entrée au comité central. Dans la charte amendée figurent aussi la prééminence "absolue" du PCC sur l'armée, la poursuite de la lutte contre la corruption, l'initiative de développement "Ceinture et route" de Xi Jinping, les réformes de soutien à l'offre et la mention du "rôle décisif" des forces du marché dans l'allocation des ressources.

"Le Congrès affirme que le rôle dirigeant du Parti communiste chinois est l'attribut majeur du socialisme à la chinoise, et la force numéro 1 du système", a déclaré le PCC dans un communiqué. "Le parti exerce son rôle

dirigeant dans tous les domaines, dans toutes les zones du pays", lit-on également. Le dernier dirigeant chinois d'importance à avoir vu son nom inscrit dans la constitution du PCC est Deng Xiaoping, mais cela s'était fait seulement après sa mort en 1997. Les plus récents prédécesseurs de Xi Jinping, Jiang Zemin et Hu Jintao, avaient vu la charte du PCC amendée pour englober leurs principes directeurs, mais sans que leurs noms y soient directement attachés. Jiang Zemin avait vu ses "trois représentations", portant sur l'entrepreneuriat privé, inscrites dans la charte, tandis que dans le cas de Hu Jintao, c'est sa doctrine économique du "développement scientifique" qui avait été retenue. Xi Jinping a consolidé son pouvoir depuis qu'il a été porté à la tête du PC chinois, à la fin de 2012, puis à la présidence chinoise l'année suivante.

Voici un an, le PCC lui a accordé le titre de "noyau dur" du parti, ce qui a considérablement renforcé sa position dans la perspective de l'actuel congrès, qui se tient tous les cinq ans.

Reuters

Russie

Une journaliste poignardée

■ La journaliste de la radio russe Echo de Moscou, Tatiana Felguenhauer, poignardée lundi dans sa rédaction, se trouvait toujours en réanimation mardi, son état s'améliorant légèrement, ont indiqué l'hôpital et son employeur.

Présentatrice d'une émission populaire le matin sur cette radio critique du pouvoir dont elle est la rédactrice en chef adjointe, Tatiana Felguenhauer a été agressée lundi à la mi-journée dans les locaux d'Echo de Moscou, situés en plein centre de la capitale russe.

Après avoir été opérée et placée en coma artificiel en fin d'après-midi lundi, elle se trouvait mardi "en salle de réanimation", a indiqué à l'AFP un représentant de l'Institut hospitalier Sklifossovski, ajoutant que la journaliste, poignardée dans le cou, se trouvait "dans un état assez grave".

Ses cordes vocales n'ont pas été affectées et le pronostic est "favorable", selon la radio, qui a précisé que les docteurs se concertaient mardi pour décider de la suite des soins.

L'assaillant, un Russe-israélien de 48 ans identifié par le Comité d'enquête russe comme Boris Grits, semblait motivé par une "hostilité personnelle" contre Tatiana Felguenhauer, a indiqué la police.

Il a affirmé avoir avec la victime "un lien télépathique depuis 2012" et assure qu'elle "le pourchassait sexuellement toutes les nuits" via ce "lien", dans une vidéo publiée par la police.

De son côté, le syndicat des journalistes russes a regretté la diffusion récente de reportages à charge contre Echo de Moscou sur la chaîne publique d'information, Rossiya-24, relais des points de vue du Kremlin. "Nous estimons que ces sujets alimentent la haine à l'encontre de nos confrères et ont pu provoquer l'attaque contre Tatiana par un individu déséquilibré", avait indiqué le syndicat dans un communiqué lundi.

La radio Echo de Moscou, première station libre née en 1990 avant la chute du régime soviétique, était passée sous le contrôle du groupe public gazier Gazprom en 2001, un an après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine.

De nombreux journalistes ont été agressés, blessés ou assassinés ces dernières années dans le pays, et les enquêtes de police n'aboutissent que très rarement. Selon le Comité pour la protection des journalistes, quelque 58 journalistes ont été tués en Russie depuis 1992.

AFP

Venezuela

Quatre gouverneurs de l'opposition acceptent l'investiture

Quatre des cinq gouverneurs de l'opposition vénézuélienne ont accepté lundi d'être investis par l'Assemblée constituante en rompant pour cela avec la ligne officielle de leur coalition, ont annoncé les autorités.

La coalition d'opposition Unité démocratique était favorite des élections régionales du 15 octobre dans un contexte de grave crise économique et de répression politique, mais elle ne l'a emporté que dans cinq des 23

provinces. Après avoir crié à la fraude, les opposants ont reconnu que la forte abstention avait probablement joué un rôle décisif dans leur échec, ce qui interroge sur leur capacité à battre Nicolas Maduro lors de la présidentielle de l'an prochain.

Ils avaient en revanche assuré qu'aucun de leurs cinq gouverneurs élus n'accepterait de prêter serment devant l'Assemblée constituante, une institution récemment créée qui s'est arrogée dès son élection -- boycottée

par l'opposition -- les pouvoirs du Parlement où les opposants sont majoritaires.

Mais quatre d'entre eux se sont finalement soumis lundi à l'ultimatum du pouvoir chaviste, qui menaçait d'organiser un nouveau scrutin dans leurs régions s'ils ne reconnaissaient pas l'autorité de la Constituante.

"C'est une bonne nouvelle pour le pays", a commenté la présidente de l'Assemblée, Delcy Rodríguez, après la cérémonie d'investiture.

Reuters

Cinémathèque d'Oran

Le patrimoine filmique national à l'honneur

Le patrimoine filmique national est mis à l'honneur cette semaine à Oran à la faveur de la projection, à la Cinémathèque locale Ouarsenis, d'une dizaine d'oeuvres restaurées et numérisées.



« Les films présentés au public oranais jusqu'au 1^{er} novembre prochain ont bénéficié d'une opération

de restauration et de numérisation dans le cadre du programme d'appui à la protection et valorisation du patrimoine culturel en Algérie », ont indiqué les organisateurs.

« Ce programme qui est porté par le ministère de la Culture, a été initié au titre de la coopération algéro-européenne », a précisé à l'APS, Latifa Lafer, historienne et

critique de cinéma chargée de l'animation des séances de projection relatives à cette opération.

La Cinémathèque d'Oran est la deuxième structure culturelle à accueillir cette manifestation entamée la semaine dernière à Alger et qui se poursuivra jusqu'à décembre en sillonnant d'autres villes, à savoir Saïda, Mascara, Constantine, Annaba et Béjaïa, a expliqué Mme Lafer.

« Les films présentés dans ce programme s'inscrivent dans un projet à long terme de restauration d'oeuvres majeures du cinéma algérien, mené par le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (Cnca) », a-t-elle souligné.

Le cycle de projections comprend plusieurs longs-métrages à l'instar de *Tahia ya Didou* de Mohamed Zinet (1971), le premier à avoir été restauré à l'initiative du Centre algérien de la cinématographie (CAC ou Cinémathèque algérienne).

Ce cycle itinérant permet aux amoureux du 7^{ème} Art de découvrir ou de revoir d'autres perles du patrimoine filmique national, dont *Leïla et les autres* de Sid Ali Mazif (1977), *Les Déracinés* de Lamine Merbah (1977), *Patrouille à l'Est* de Amar Laskri (1971), *Zone interdite* de Ahmed Lalle (1972), et *L'Aube des damnés* de Ahmed Rachedi (1965).

Le programme comporte d'autres affiches à succès comme *Les Vacances de l'inspecteur Tahar* de Moussa Haddad (1973), *La Citadelle* de Mohamed Chouikh (1988), *Les Enfants du vent* de Brahim Tsaki (1980), et *Omar Gatlat* de Merzak Allouache

(1976).

Les débats engagés avec le public à l'issue des séances permettent aux jeunes spectateurs de se replacer dans le contexte de l'époque de production de ces oeuvres qui s'inscrivent pour la plupart dans le registre du cinéma révolutionnaire et engagé, a indiqué Mme Lafer.

« Cet événement permet encore de mettre en relief l'importance des métiers qui accompagnent la réalisation et la fabrication de l'oeuvre, comme ceux en rapport avec l'archivage, la conservation, la restauration et celui d'animateur-cinéma », a soutenu la spécialiste.

M. L.

Festival international de théâtre pour enfants d'Assouan Participation de la pièce *Ghourour essarsour*

■ La pièce *Ghourour essarsour* (l'Orgueil de la cigale) produite par le Théâtre régional de Constantine (TRC) conjointement avec la coopérative culturelle El Massil, participera à la 4^{ème} édition du Festival international des arts spontanés et de théâtre pour enfants qui se tiendra à partir du 5 novembre prochain à Assouan (Egypte), a indiqué lundi, Salah-Eddine Torki, président de la coopérative. Auteur et réalisateur de la pièce, M. Torki a précisé que sa coopérative a reçu une invitation spéciale pour participer à ce festival durant lequel sa pièce est programmée pour le 8 novembre prochain.

L'équipe du spectacle composée de six artistes dont Saâd Kimouche, Khaled Ferradji et Aymen Hamoudi se rendra le 3 novembre en Egypte, a ajouté la même source, qui a souligné que la pièce produite en 2017 est centrée autour des valeurs de l'entraide et de l'amitié en reprenant dans un style chargé de suspense le célèbre conte de *La cigale et la fourmi*.

Lancé il y a 4 ans à Louxor, puis transféré à Assouan, le Festival international des arts spontanés et de théâtre pour enfants connaîtra la participation d'artistes issus de 13 pays, à savoir l'Italie, le Canada, la Belgique, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Soudan, l'Algérie, la Tunisie, le Liban, le Burundi, la Jordanie, le Maroc et l'Irak.

A noter que la coopérative El Massil a participé au mois de mars dernier au Festival arabe de théâtre pour enfants à Manzel Chaker à Sfax (Tunisie).

L. M.

Du réalisateur Salah Boufellah

Les ombres de la vérité projeté à la presse à Alger

Le long métrage *Les ombres de la vérité*, une fiction de Salah Boufellah sur le trafic d'organes et le kidnapping, a été projeté samedi à Alger en avant-première à la presse.

Produit par Play Film sur un scénario écrit par le réalisateur lui-même, le long métrage de 105 mn montre le phénomène du kidnapping et le trafic d'organes humains, des sujets qui ont surtout servi de base au scénario.

Yacine, un officier de police enquête sur un réseau de trafiquants d'organes humains dans lequel sont impliqués des personnes de plusieurs nationalités.

L'engagement de l'officier de

police, déterminé à démanteler ce réseau criminel et dévoiler l'identité de ses chefs, lui coûtera la vie.

Animé par un sentiment de vengeance après le meurtre de son frère, Salim - un jeune étudiant en musique - décide alors d'intégrer la police et poursuivre ainsi le combat de son aîné contre les criminels. La quête du jeune officier, mu par la vengeance, l'emmène à mobiliser les contacts et autres connaissances du frère exécuté par des inconnus.

Ses soupçons le conduiront à infiltrer ce réseau, une affaire pour laquelle son frère aura laissé sa vie. La succession d'événements liés à cette enquête policière et les

recherches pour retrouver les délinquants ont donné au film une « dynamique » qui a quelque peu allégé les « lourdeurs » qui marquent ce long métrage à cause de séquences sans lien avec le sujet.

Présent à la projection, le réalisateur a expliqué que la longueur de certaines scènes du film était un « choix réfléchi », motivé par le souci d'offrir au spectateur des cartes postales de paysages et sites historiques d'Algérie dont la Casbah de Dellys, sa ville d'origine.

Pour le casting, le réalisateur, assisté par son producteur Farid lkhbaran, a opté pour des comédiens amateurs, à l'exception de

l'humoriste comédien Mourad Khan qui a déjà été distribué au cinéma.

Doté d'un financement privé de 7 millions de dinars, le film est destiné à la diffusion sur le petit écran, a précisé encore son réalisateur qui dit n'avoir sollicité aucune aide publique.

Tourné à Boumerdès, Boussaâda (M'sila) et Tizi Ouzou, *Les ombres de la vérité* est le deuxième long métrage de Salah Boufellah, après *L'amour et la peste* sorti en 2010.

Le cinéaste a également réalisé en 2006 *Vers l'inconnu*, un court métrage sur l'immigration clandestine. R. C.

Editions Dar El Maher

Parution d'un recueil de poèmes de l'écrivain et journaliste Salah Boulaâraoui

Un recueil de 30 poèmes intitulé *Min dakiret el himl el ouahage* (Mémoires d'un rêve incandescent), écrits entre 1984 et 2017, du journaliste et écrivain Salah Boulaâraoui est paru lundi aux éditions Dar El Maher, a-t-on appris de l'auteur. Ce livre qui

se veut un recueil des meilleurs travaux littéraires de son auteur, traite de nombreuses questions sociales et politiques ayant touché l'Algérie aux cours des deux dernières décennies, a révélé, à l'APS, M. Boulaâraoui. Il a, par ailleurs, expliqué que cet ouvrage sera

dans les jours à venir suivi par la parution d'un autre recueil intitulé *Min alghaz El Bahr* et d'une étude sur la littérature étrangère sous le titre *Sawt Ifrikia el mouadiba fi el chiir el zingî*.

H. L.

" Il faut douter de tout même de ses soupçons. "

Christine de Suède



FEMMES

ILS ONT DIT :

" Plus on sait, plus on doute. "

Pie II

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

Mariah Carey : pour James Packer, son ex-fiancé, sortir avec elle était « une erreur »

Durant quelques mois, James Packer fut fiancé à Mariah Carey. Un moment de sa vie qu'il ne regrette pas vraiment, à en croire ses récentes déclarations concernant son ex-compagne.



James Packer pour résumer : on ne l'avait pas vu venir, et on ne l'a pas vu repartir. En juin 2015, nous apprenions que Mariah Carey fréquentait ce milliardaire australien que personne ne connaissait. Une idylle éclair, puisque quelques mois après leur rencontre, l'homme d'affaires demandait la chanteuse en mariage, et lui passait au doigt une phénoménale bague de fiançailles estimée à 10 millions de dollars. Mais comme la vie ce n'est pas un film de Disney, les tourtereaux n'ont pas vécu heureux et n'ont pas eu beaucoup d'enfants (mais ça Mariah le savait déjà). Après moins de 18 mois de romance, James Packer avait pris ses cliques et ses claques et quitté la chanteuse, lui laissant tout de même son énorme diamant pour se consoler.

Un an tout juste après avoir plaqué la diva absolue, l'homme d'affaires australien de 50 ans est revenu sur son histoire d'amour avec Mimi, et une chose est sûre : il ne regrette absolument pas de l'avoir quittée. Dans les colonnes de *The Australian*, James Packer s'est rappelé sa rencontre avec l'interprète de *Hero* : « Je traversais une période difficile dans ma vie privée. Elle était gentille, excitante et drôle. Mariah est une femme qui a du fond. Elle est très brillante. Mais être ensemble, c'était une erreur pour elle et une erreur pour moi ».

Histoire de bien faire comprendre qu'il ne déplore absolument pas d'avoir plaqué la gironde chanteuse, James Packer a enfoncé le clou : « Mon plus grand regret c'est d'avoir laissé mon mariage avec Erica (sa deuxième épouse, Ndlr) échouer ». Une déclaration qu'aura peut-être entendue son ex-femme qui roucoulait dans les bras de Seal jusqu'à leur rupture survenue au printemps, et est donc de nouveau célibataire.

Anti-âge

Quels actifs naturels pour soigner les peaux matures ?

Avec l'âge la peau change d'aspect. Moins ferme, moins tonique, elle demande une attention toute particulière. Certains actifs naturels vont être utiles pour traiter les signes du vieillissement. Comment prendre soin de sa peau mature ? Les conseils d'une spécialiste en cosmétique naturelle.

Peau mature : ce qui la définit

Avec l'âge, la peau commence à se dégrader. Les signes du vieillissement apparaissent : rides, perte de fermeté, sécheresse cutanée, taches pigmentaires. Ces symptômes trouvent leur origine dans le derme, en particulier à la diminution du collagène et des fibres d'élastine (qui constituent le matelas de soutien de la peau). Certains facteurs environnementaux accélèrent le vieillissement en oxydant les cellules de la peau : le tabac, le soleil (UVA), l'alcool, l'alimentation... Une bonne hygiène de vie permet de retarder le processus oxydatif des

cellules. Côté soins, certains actifs permettent de retarder le mécanisme de vieillissement.

Ses besoins

Pour ralentir le vieillissement cutané, on doit aider la peau mature à se régénérer et à résister aux agressions extérieures et au stress oxydatif (radicaux libres).

Les actifs naturels adaptés

Pour traiter les rides : on privilégie les soins bio et/ou recettes cosmétiques naturelles contenant des actifs anti-âge comme la Centellaasiatica, le Mimosa tenuiflora ou encore l'huile essentielle de mélisse. Ces antioxydants vont stimuler les fibroblastes (cellules de soutien de la peau) et favoriser la fabrication de collagène.

Pour prévenir les taches pigmentaires : la criste marine, le réglisse, l'extrait de mûre vont stimuler la production naturelle de mélanine, le pigment de la peau.

Pour maintenir la fermeté : la chlorellavulgaris, l'extrait de bouleau

blanc et la prêle possèdent des vertus raffermissantes qui peuvent restaurer la tonicité et la fermeté de la peau.

Un soin anti-âge maison

Ce masque anti-oxydant au chocolat nourrit, protège et adoucit la peau. Recette proposée par Natacha Thibault dans Mes 50 meilleures recettes cosmétiques (éditions Grancher).

Ingrédients :

-50 g de chocolat noir
-1 goutte d'huile de noix de coco
-2 gouttes d'huile essentielle d'ylang-ylang
Mode d'emploi
Dans un bol en verre ou en inox, faites fondre le chocolat et l'huile de noix de coco au bain-marie



Laissez refroidir et ajoutez l'huile essentielle (pas au-dessus de 40 °C sinon elle perd ses propriétés).

Étalez le masque sur le visage à l'aide d'un pinceau en évitant le contour des yeux et des lèvres.

Laissez poser 10 à 15 minutes et rincez à l'eau tiède.

Consommation du café

Dis-moi ton métier, je te dirai ta consommation de café

On les pensait accros au thé, pourtant, 85% des Britanniques boiraient au moins trois tasses de café par jour. Et vous ? Selon cette même étude c'est la profession que vous exercez qui détermine votre consommation de caféine.

Un grand bol au petit-déjeuner, un gobelet à la machine en arrivant au boulot, et pourquoi pas un petit expresso à la pause de 11h ? Il n'y pas que George Clooney qui adore le café. D'après un sondage réalisé par l'agence de presse britannique Pressat, les plus gros buveurs de crèmes et petits noirs au zinc seraient... les journalistes. Ils sont talonnés par les policiers et les profs.

Pour Pressat, l'un des points communs entre ces jobs est le stress quotidien que les gens subissent pendant les heures de travail. « Être débordé, sous pression et travailler tard le soir est peut-être ce qui les pousse à consommer plus de caféine », peut-on lire.

Réalisée sur 10 000 professionnels, l'enquête révèle que 85% des interviewés consomment au moins trois tasses de café par jour. Serait-ce pour son goût unique et ses subtils arômes ? Non, car 71% des interrogés ont admis qu'il s'agissait surtout de bénéficier du coup de boosteur...

Attention, si la caféine stimule vos capacités intellectuelles, en absorber trop peut se révéler dangereux. L'Université de Caroline du Sud évoquait en 2013 les dangers liés au café tels que les AVC ou les crises cardiaques. La dose maximum ne devrait pas excéder 200 mg par jour. Deux tasses, ça va, cinq tasses, bonjour les dégâts !

Insomnie

L'horloge biologique peut être modifiée par des vibrations

Une nouvelle étude menée sur des mouches drosophiles montre que l'horloge biologique, qui contrôle notre rythme veille/sommeil, peut être manipulée par des vibrations.

Le rythme circadien, cette horloge biologique qui contrôle plusieurs fonctions de l'organisme (comme le sommeil), est influencé par des paramètres comme les variations de température ou de lumière. Il semblerait qu'il soit possible de manipuler notre rythme biologique grâce à des vibrations. C'est ce qu'ont découvert des chercheurs britanniques de l'University College London et de la Queen Mary

University en faisant l'expérience sur des mouches drosophiles. Dans la revue *Science*, les spécialistes expliquent que l'exposition de la mouche à un cycle de 12 heures de vibration puis de silence suffit à synchroniser son horloge interne avec des activités quotidiennes précises. "L'horloge biologique est réglée, chez la mouche, non seulement par le cycle quotidien de la lumière et de la température, mais aussi par des stimuli mécaniques qui excitent des récepteurs sensoriels dans le corps", explique le Dr Joerg Albert, auteur principal de l'étude, cité par *Naturalworldnews.com*.

Une piste pour soigner

l'insomnie

Cette découverte est promet-



teuse car chez les humains elle implique que certaines maladies liées à un dérèglement de l'horloge biologique pourraient être soignées avec une thérapie par vibrations. "Nos expérimentations offrent une nouvelle piste pour régler l'horloge biologique qui peut être utile pour le traitement de certaines pathologies liées à un dérèglement du rythme circadien comme l'insomnie, la dépression ou les troubles bipolaires", estime Ralf Stanewsky, chercheur à l'University College London, qui a participé à l'étude.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Volley-ball Report du coup d'envoi des championnats nationaux

■ Le coup d'envoi des championnats nationaux "messieurs et dames" de volley-ball, initialement prévu les 27 et 28 octobre, a été reporté au 28 novembre, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne de volley-ball (AFVB). "La majorité des clubs ont demandé le report du démarrage des championnats nationaux prévu initialement le prochain week-end en raison de la participation des internationaux avec l'équipe nationale messieurs au championnat d'Afrique au Caire", a indiqué à l'APS le directeur technique national (DTN) de l'AFVB, Reda Bouzid. Outre cet argument, le DTN a souligné que les prochaines élections des assemblées populaires communales et de wilayas, prévues le 23 novembre prochain, ont été prises en considération par l'instance fédérale. "Nous avons pensé aux prochaines élections locales et à la campagne électorale au cours de laquelle les salles seront réquisitionnées avant pendant et après cet événement. Nous avons jugé utile de débiter les championnats à partir du 28 novembre et de les faire jouer les samedis et les mardis" a fait savoir Bouzid.

Jeux Africains de la jeunesse
2018 / Basket-ball

La FABB lance l'opération "Basket 3x3"

■ La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a lancé l'opération pour les catégories U16 et U18 (filles et garçons), à travers tout le territoire national, en prévision des Jeux africains de la jeunesse prévus du 19 au 28 juillet 2018 à Alger. "Consciente de l'importance de cette discipline, la FABB démarre officiellement l'opération "Basket 3x3" au niveau national, d'autant plus cette discipline est retenue pour les JAJ-2018 à Alger. Le lancement de cette opération se fera d'abord au niveau des Ligues de wilaya et de région en activité, en attendant la création de Ligues spécialisées", indique le communiqué de la FABB. Afin de ne pas perturber l'activité des clubs, et leur participation dans les différentes compétitions (wilaya, régionale et nationales), la FABB précise qu'il est souhaitable de dissocier les athlètes du 3x3 de ceux de la compétition 5x5. La basket-ball 3x3, discipline retenue pour les prochains Jeux olympiques 2020 à Tokyo, est une nouvelle variante du basket-ball classique, qui se pratique sur demi-terrain avec des équipes composées de 3 joueurs et un (1) remplaçant. Les rencontres se disputent en 21 points gagnants en 12 minutes de jeu.

USM Alger

Put a obtenu un sursis



Le président de l'USM Alger, Rebouh Haddad, a décidé de maintenir momentanément le coach belge de son équipe, Paul Put qui n'a pas été limogé malgré l'élimination en demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique après la défaite face au WA Casablanca au Maroc. Même si tout le monde s'accorde à dire que les Rouge et Noir ont été battus tactiquement et ont raté la qualification déjà au match aller, après s'être contenté d'un match nul, (0/0), le premier responsable du club algérois ne souhaite pas se précipiter et préfère prendre son temps avant de prendre une quelconque décision qui pourrait influencer sa formation qui devra se re-concentrer sur le championnat où l'objectif reste le même que celui des dernières années, à savoir de jouer les premiers rôles et de tenter de reprendre le titre qui lui a filé

la saison passée en faveur de l'Entente de Sétif. Haddad pense que changer d'entraîneur maintenant ne contribuera à rendre la quiétude au groupe qui a besoin de la sérénité pour tenter de se reprendre sur le plan local et dominer le championnat surtout après les moyens mis par la direction qui ne souhaite pas voir le championnat le fuir une fois de plus. Certes, les dirigeants avaient décidé d'écarter l'adjoint, Abdelkader laïche, que certains ne voyaient pas l'opportunité de son engagement étant donné qu'il n'apportait sa touche et n'aide pas l'entraîneur à voir plus clair, mais cela ne veut pas dire que la direction souhaite un changement radical maintenant. L'essentiel pour les gars de Soustara est d'oublier, et vite, cette déception pour se ressaisir le plus tôt possible dans le championnat, surtout avec le grand nombre de matchs amicaux à disputer. L'essentiel maintenant est

de bien négocier ces matchs qui attendent l'équipe qui devra être au rendez-vous pour ne pas avoir à revivre les mêmes péripéties que les années précédentes et donc tenter de tirer le meilleur de ces joueurs qui se doivent d'être au rendez-vous pour rester au sommet et ne pas flancher juste parce qu'il y a eu un échec qui fait partie de la vie d'un club et du football en général.

Imad M.

US Biskra

La succession Belatoui ouverte

■ Quatre entraîneurs sont en lice pour diriger la barre technique de l'US Biskra, en remplacement d'Omar Belatoui, dont le départ s'est fait à l'amiable à l'issue du match nul concédé samedi à domicile face au MC Oran (2-2), dans le cadre de la 8e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a appris l'APS lundi auprès de la direction du club des "Ziban". Il s'agit de Karim Khouda (ex-JS Saoura), Mohamed Mihoubi (ex-USM Blida), Nadir Leknaoui (ex-HB Chelghoum Laid) et Youcef Bouzid (ex-NA Hussein-Dey), précise la même source, soulignant que le président du club Brahim Saou devra trancher sur l'identité du futur entraîneur dans les prochains jours. Belatoui est le cinquième entraîneur à quitter son poste depuis le début de l'exercice en cours après Mourad Rahmouni (JS Kabylie), François Bracci (DRB Tadjenanet), Younes Ifticen (USM El-Harrach) et Samir Boudjaârane (USM Blida). Le nouveau promu en Ligue 1 a entamé lundi un stage préparatoire à l'école nationale des sports olympiques (ENSO) d'El-Bez à Sétif en vue du match en déplacement vendredi prochain sur le terrain de la JS Kabylie, dans le cadre de la 9e journée du championnat. Ayant retrouvé l'élite du football national l'été dernier, l'USB peine à trouver ses marques en Ligue 1 avec un bilan mitigé d'une victoire, deux nuls et quatre défaites. Les coéquipiers du gardien Si Mohamed Cédric comptent un match en moins à disputer sur le terrain de l'USM Alger. Au terme de la 8e journée, l'USB pointe à la 14e place au classement avec 5 points, juste devant l'USM El-Harrach (15e, 4 pts) et l'USM Blida (16e, 2 pts).

Cyclisme/Tour d'Algérie-2017 (6^e étape)

L'Ukrainien Oleksandor vainqueur, Lagab nouveau maillot jaune

■ Le coureur ukrainien de l'équipe émiratie d'Al-Nasr, Holovash Oleksandor, a remporté lundi la sixième étape du Tour d'Algérie cycliste 2017 (TAC-2017), course entre Djelfa et M'Sila, alors que le maillot jaune de leader est revenu à l'Algérien Azzedine Lagab du GS Pétrolier. A l'issue de la course longue de 131 Km, l'Ukrainien a franchi la ligne d'arrivée en 2h48:23, devant les deux Algériens, Abderrahmane Mansouri du Club Sovac (2h48:32) et Abderaouf Bengayou de l'Atlas Blidéen (2h48:34). Avec une meilleure différence de temps, l'Algérien Azzedine Lagab du GS Pétrolier a enlevé le maillot jaune de leader, porté

la veille par le Marocain Hida Abdellah, alors que le maillot vert du meilleur sprinteur a été gardé par l'Algérien Hamza Yacine du GS Pétrolier. Le maillot blanc du meilleur espoir a été également conservé par l'Algérien Abderrahmane Mansouri du Club Sovac, alors que le maillot orange du coureur le plus combatif est revenu au Tunisien, Ali Nouisri. Dès la dixième kilomètre de la course dont le coup d'envoi a été donné dans la localité de Slim (50 Km au nord de Djelfa), trois coureurs ont pris la tête de la course : le vainqueur de l'étape, l'Ukrainien Oleksandor, accompagné des Algériens Lallouchi Smail (GS Pétrolier) et

Bengayou Abderaouf (Atlas Blidéen). Ce trio de tête a franchi les deux sprints programmés pour cette étape, situés dans les localités de Mguitaâ (47 Km) et Maârif (70 Km). Les deux sprints ont été remportés par l'Algérien Lallouchi Smail du GS Pétrolier. Après 105 kilomètres d'échappée, ce groupe a été rattrapé dans les 15 derniers kilomètres de la course par quatre coureurs dont le nouveau maillot jaune du TAC-2017, Azzedine Lagab. Dans les 500 derniers mètres de l'arrivée, l'Ukrainien Oleksandor a lancé une dernière accélération pour la victoire finale de l'étape.

Coupe d'Afrique des nations 2018 de Handball

La FAHB dévoile la liste des joueurs participants au tournoi des 4 nations de Tunis

■ La Fédération algérienne de handball (FAHB) a dévoilé lundi la liste des joueurs qui prendront part au tournoi amical des quatre nations prévu à Tunis du 26 au 28 octobre, en prévision de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 au Gabon. La sélection algérienne qui a rallié Tunis ce lundi, sera en stage précompétitif du 23 au 25 octobre avant de participer au tournoi des 4 nations qui verra la participation de la Tunisie (pays hôte), de l'Arabie Saoudite et du Bahreïn. Pour ce tournoi, le "Sept" algérien sera dirigé par Farouk Dehili, alors que la FAHB avait désigné en septembre dernier le techni-

rien croate Sead Hasanefendi à la tête de la sélection pour un contrat de deux ans. L'ex sélectionneur de la Serbie et de la Tunisie devait arriver le 15 octobre à Alger pour la signature de son contrat, mais il n'a pas donné signe de vie. L'équipe nationale est restée sans entraîneur depuis le départ de Salah Bouchecriou à l'issue de la CAN-2016 disputée au Caire (Egypte).

Liste des joueurs convoqués :

Joueurs évoluant en Algérie :
Yacine Djedid, Abdellah Benmenni, Anis Zamoum, Reda Arib (GS Pétroliers),

Mouloud Bouriche, Ali Boulahsa, Reda Ydri, Redouan Saker (JSE Skikda), Ayat Allah Khomeini Hamoud, Amine Belaid (ES Ain Touta), Abderaouf Djellabi, Aziz Bouhal, Ayoub Abdi, Mustapha Hadj Sadok (CRB Baraki), Abdenour Hammouche (CR Bordj Bou Arréridj), Chahreddine Hachemi (MB Tadjenanet), Mokhtar Kouri (MC Saïda).

Joueurs évoluant à l'étranger :

Abdelkader Rahim, Hichem Daoud (Istres - France), Oussama Boudjenah (Mykulubu - Turquie), Hichem Kaabeche (Nîmes - France).
Entraîneur : Farouk Dehili

Révolution algérienne Un colloque à Alger pour faire connaître l'apport des Belges

Un colloque international visant à faire connaître l'apport de Belges à la Révolution algérienne sera organisé dimanche à la Bibliothèque nationale (Alger) par l'ambassade de Belgique en Algérie avec le soutien des ministères de la Culture, de la Communication et de celui des Moudjahidines et avec la participation d'acteurs et de témoins de cette période coloniale.

L'organisation de ce colloque intitulé «Le Front du Nord, des Belges et la guerre d'Algérie (1954-1962)» répond à «un devoir de mémoire qu'il faut préserver», a indiqué hier l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Pierre Gillon, au cours d'un briefing avec les médias.

«Des Belges, au péril de leur vie parfois, ont aidé les Algériens et le FLN (Front de libération nationale) pendant la guerre d'Indépendance. Ils ont été membres de réseaux, porteurs de valises, passeurs de militants et de clandestins, mais aussi membres du collectif des avocats belges du FLN qui défendaient les militants algériens et le FLN devant les tribunaux français», a souligné M. Gillon.

Pour M. Gillon, les profils, les histoires et les motivations de chacun de ces Belges étaient «très variés», mais un élément les rassemblait tous, dans la mesure où ils «croyaient en une cause juste», regrettant, par ailleurs, que cette histoire commune soit «assez mal connue en Belgique comme en Algérie».

Des acteurs et autres témoins belges ayant aidé les Algériens et le FLN sont attendus à ce colloque ouvert au public. Parmi les personnes attendues à cette manifestation, Mme Henriette Moureaux, épouse de M. Serge Moureaux, avocat et responsable du collectif des avocats belges du FLN, Mme Suci Rosendor, agent de liaison de Omar Boudaoud, Mme Adeline Liebman, liée au réseau Curriel, Mme Anne Somerhausen, épouse de Luc Somerhausen, «Alex» chef du réseau lié au réseau Jeanson, Marc Rayet, du réseau des étudiants communistes, Mateo Alaluf, des mouvements de jeunesse à Bruxelles en solidarité avec le FLN.

L'ouverture officielle de ce colloque sera présidée par l'ambassadeur de Belgique en Algérie, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, le ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni, et le ministre de la Communication, Djamel Kaouane.

Une introduction historique sera présentée par Ali Haroun, ancien ministre, membre du Conseil national de la Révolution algérienne, ainsi que par Paul Emmanuel Babin, historien de la guerre d'Algérie en Belgique et dans le nord de la France et qui est, par ailleurs, doctorant du droit à l'université de Lille (France).

Cette introduction sera suivie par une présentation et projection du documentaire *Le Front du Nord. Des Belges dans la guerre d'Algérie 1954-1962*, réalisé par Hugues Le Paige pour la radio-télévision belge francophone (RTBF) en 1992.

Le documentaire de M. Hugues Le Paige, qui est également co-auteur avec Jean Doneux d'un livre éponyme, réunit les témoignages d'acteurs belges très importants et aujourd'hui disparus.

Des tables rondes de témoins seront également au programme du colloque portant notamment sur des thèmes liés à l'atmosphère en Belgique et dans les mouvements étudiants, les réseaux et activités de soutien au FLN en Belgique, le collectif des avocats belges du FLN et la Fédération de France du FLN.

Bilal L.



Violences contre la communauté musulmane des Rohingyas Washington annonce des mesures punitives contre l'armée birmane



Les Etats-Unis ont annoncé lundi réduire encore davantage leur aide aux unités birmanes et aux officiers impliqués dans les violences contre la communauté musulmane des Rohingyas, à l'origine d'un exode massif.

«Nous exprimons notre plus grande inquiétude face aux récents événements dans l'Etat Rakhine et aux violents abus traumatisants que les Rohingyas et d'autres

communautés ont endurés», a déclaré dans un communiqué la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, annonçant une série de mesures punitives.

«Il est impératif que toute personne ou entité responsable d'atrocités, y compris les acteurs non gouvernementaux et les justiciers, soient tenus responsables», assure la porte-parole, annonçant de nouvelles mesures «en plus des restrictions existantes»

vis-à-vis des forces armées birmanes et de l'embargo américain «de longue date sur toutes les ventes de matériel militaire».

Parmi ces mesures, la suspension de l'examen des dispenses de voyage pour les hauts responsables militaires birmanes et l'annulation des invitations faites aux hauts responsables des forces de sécurité birmanes pour assister à des manifestations parainées par les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont aussi annoncé étudier la mise en place de «mesures économiques ciblées contre des individus liés aux atrocités».

Les chefs de l'armée birmane sont «responsables» de la crise de la minorité musulmane des Rohingyas, avait déclaré, mercredi dernier, le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson. D'après les derniers chiffres des Nations unies, plus de 580 000 musulmans rohingyas ont fui la Birmanie depuis le 25 août, pour se réfugier au Bangladesh voisin.

K. Y.

ONU

Guterres rappelle les défis auxquels le monde est confronté

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a rappelé les différents défis auxquels le monde est confronté, dont les conflits et les inégalités, et comment parvenir à les relever dans une lettre ouverte adressée aux peuples du monde entier à l'occasion de la Journée des Nations unies célébrée hier. «Notre monde fait face à de nombreux défis. Conflits et inégalités qui s'intensifient», a indiqué le Secrétaire général dans sa lettre. Pour M. Guterres, le monde a les moyens pour relever «ces défis nucléaire, climatique, égalitaire, afin d'éviter d'aller dans une impasse». Un message dans lequel le chef de l'ONU reconnaît presque le «manque de volonté» politique à venir à bout des problèmes «qui minent l'humanité».

«Les problèmes du monde n'ont pas de frontières», a-t-il dit en prenant le temps de revisiter les inégalités des peuples que certains Etats, a-t-il précisé, «s'évertuent à entretenir,

et qui se manifestent à travers le racisme, la xénophobie ou encore la question des «apartrides» comme la situation des Rohingyas en Birmanie».

Le secrétaire général de l'ONU a lancé donc un appel à tous les habitants du monde, à faire de leur mieux pour œuvrer pour l'égalité des peuples et la paix dans le monde. «Lorsque nous aurons donné à tous les peuples la possibilité de jouir de leurs droits humains fondamentaux et de vivre dans la dignité, ces mêmes peuples seront les artisans de l'édification d'un monde pacifique, durable et juste», a-t-il fait prévaloir dans sa lettre.

La Journée des Nations unies, proclamée en 1947 par l'Assemblée générale des Nations unies, est célébrée tous les 24 octobre et marque l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations unies, le texte fondateur de l'organisation de l'ONU.

Y.I

ACTU...

El Tarf 23 étudiants blessés dans un carambolage

Un carambolage survenu hier sur le CW 103, reliant la RN 44 à la RN 84, en allant vers la daïra de Dréan, a fait 23 blessés (12 étudiantes et 8 étudiants), a-t-on appris auprès de la Protection civile d'El Tarf.

Le carambolage ayant impliqué trois véhicules touristiques et un bus de transport des étudiants desservant la ligne Besbes (wilaya d'El Tarf) - Sidi Achour (wilaya de Annaba), s'est produit, tôt hier au carrefour reliant Bir El H'nach à l'usine de tomate Saca, a indiqué cette source.

Agées entre 19 et 23 ans, les victimes dont 10 étaient en état de choc et le reste blessé légèrement, ont été transférées aux services des urgences de Besbes et Ben M'Hidi, où les soins nécessaires leur ont été prodigués, a-t-on précisé.

Deux unités d'intervention ont été mobilisées suite à cet accident de la circulation, a fait savoir la même source. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de ce carambolage, a-t-on ajouté.

L. M.

Accidents de la circulation

46 morts en une semaine

Quarante-six personnes ont trouvé la mort et 1 272 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés du 15 au 21 octobre au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oum El Bouaghi avec huit personnes décédées et 19 autres blessées dans 18 accidents de la route, précise la même source.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 1 828 interventions pour procéder à l'extinction de 1 398 incendies urbains, industriels et autres. Pas moins de 5 165 interventions ont été également effectuées par les éléments de la Protection civile pour l'exécution de 4 502 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses, souligne le communiqué.

Y. L.

France

Dépôt de bilan du mensuel Afrique Asie

Le mensuel *Afrique Asie* vient de déposer le bilan et ne sortira plus en raison de sa situation financière «très difficile», a appris hier l'APS auprès du magazine.

«Effectivement, le mensuel a déposé le bilan et cessera de paraître», a indiqué Brahim Madaci, secrétaire général d'*Afrique Asie*, fondé en 1969 par Simon Malley.

Afrique Asie, dirigée par la Sarl Afriam, est un magazine mensuel tiers-mondiste d'analyse politique et d'information économique, sociale et culturelle avec comme centre d'intérêt l'Afrique, l'Asie et leur émancipation.

Le mensuel a déjà déposé le bilan en 2005 suite à des contrôles fiscaux répétés pour reprendre en 2007. La direction diffusera un communiqué dans les prochains jours, a-t-on annoncé.

Y. I.